



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-206

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT ET LES
PARKING DES ANCIENS LOCAUX IFREMER EN VUE DE LA CREATION DU
MUSEE DE LA MER

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absents : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU, Michel BODART , Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a lancé une consultation sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics, pour la réhabilitation du bâtiment et l'aménagement du parking des anciens locaux d'IFREMER, en vue de la création du Musée de la Mer.

Il est précisé en annexe le déroulement de la procédure

Le groupe de travail des marchés publics, lors de sa séance du 04 octobre 2012 a proposé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

Lot n° 1 : Démolition, désamiantage, gros œuvre, structure métallique, façades, couverture, étanchéité

S.A.S. SBPR - 460, route de saint Pons – 34500 BEZIERS pour un montant 745 874,54 € HT soit 892 065,95 € TTC

Lot n° 2 : Menuiseries extérieures

V.I.P. PLUS – 420, avenue blaise Pascal – Z.A. La Garrigues – 34170 CASTELNAU – LE – LEZ pour un montant de 70 790,74 € HT soit 84 665,72 € TTC ainsi que l'option N°1 (Volets roulants N-1) s'élevant à 4 666,11 € HT soit 5 580,66 € TTC.

Lot n° 3 : Métallerie, Serrurerie

SARL MANES ET FILS – 4, Avenue du Languedoc – 34370 CREISSAN - pour un montant de 51 766,10 € HT soit 61 912,26 € TTC, ainsi que la variante (brise soleil mobiles) s'élevant à 20 264,80 € HT soit 24 236,70 € TTC.

Lot n° 4 : CVC, plomberie sanitaire

THERMATIC – Z.I. Rue de la Prade -12033 RODEZ CEDEX 9 – pour un montant de 165 665,42 € HT soit 198 135,84 € TTC.

Lot n° 5 : CFO, CFA (Electricité)

GROUPE SNEF - 81, Rue de Salaison – ZAC de Fréjorgues Est – 34130 MAUGUIO – pour un montant de 138 707,97 € HT soit 165 894,73 € TTC ainsi que l'option (Eclairage muséographique) s'élevant à 15 658,65 € HT soit 18 727,75€ TTC.

Lot n° 6 : Menuiseries intérieures

SAS CARAYON – 154 impasse Barthélemey THIMONNIER – 34500 BEZIERS pour un montant de 47 782,00 € HT soit 57 147,27 € TTC

Lot n° 7 : Cloisons, Plâtrerie, Doublages, faux plafonds

SARL MIDI-PLAFONDS S.E. – ZAE les 3 ponts – 249, Rue des Creisses – 34690 FABREGUES - pour un montant de 62 209, 10 € HT soit 74 402,08 € TTC.

Lot n° 8 : Revêtements de sols

S.A.S ST GROUPE– ZAC Pioch Lyon – 34 160 BOISSERON - pour un montant de 104 105,60 € HT soit 124 510,30 € TTC

Lot n° 9 : Revêtements muraux, faïences

SARL ATELIER ST LUC – Parc Aquatechnique – 2, rue d'Amsterdam – 34 200 SETE pour un montant de 39 929,00 € HT soit 47 755,08 € TTC.

Lot n° 10 : ascenseur

S.A.S THYSSENKRUP ASCENSEUR - 50, Avenue Maurice Planés Val de Croze - 34 070 MONTPELLIER - pour un montant de 34 210,00 € HT soit 40 915,16 € TTC

Lot n° 11 : VRD, Espaces verts

SCREG SUD EST- ZI les Eaux Blanches - BP 98 – 34200 SETE pour un montant de 164 494,00 € HT soit 196 734,82 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ATTRIBUE

Le marché pour la réhabilitation du bâtiment et l'aménagement du parking des anciens locaux d'IFREMER, en vue de la création du Musée de la Mer aux entreprises précitées pour les lots qui les concernent.

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville sous l'imputation suivante :

Nature 2313 Fonction 30 - Service BATMAIN
Opération : 11002

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET

ANNEXE

Un avis public d'appel public à la concurrence a été transmis à la publication au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) en date du 5 juillet 2012, ainsi qu'un rectificatif en date du 11 juillet 2012 et d'un avis complémentaire au Midi libre en date 13 juillet 2012 pour une remise des offres fixée le 11 septembre 2012.

Les travaux ont été divisés en 11 lots décomposés comme suit :

Lot n° 1 : Démolition, désamiantage, gros œuvre, structure métallique, façades, couverture, étanchéité

Lot n° 2 : Menuiseries extérieures

Lot n° 3 : Métallerie, Serrurerie

Lot n° 4 : CVC, plomberie sanitaire

Lot n° 5 : CFO, CFA (Electricité)

Lot n° 6 : Menuiseries intérieures

Lot n° 7 : Cloisons, Plâtrerie, Doublages, faux plafonds

Lot n° 8 : Revêtements de sols

Lot n° 9 : Revêtements muraux, faïences

Lot n° 10 : ascenseur

Lot n° 11 : VRD, Espaces verts

Au terme de la procédure de publicité, la Commission Ad-hoc chargée de l'ouverture de plis, en séance du 13/09/2012 a réceptionné :

7 offres pour le lot n° 1 : SBPR, LE MARCORY, LCRI, PAJE CONSTRUCTION - JMS CONSTRUCTION - DARVER - BEC

4 offres pour le lot n° 2 : VIP PLUS – LABASTERE 34 - MIROITERIE SETOISE - France ALUMINIUM

4 offres pour le lot n° 3 : MANES & FILS – FONTBONNE & FILS – SOLATRAG - CFM

4 offres pour le lot n° 4 : THERMATIC – ESPINASSE – SERCLIM - RENARD

5 offres pour le lot n° 5 : SNEF - FAUCHE – FABRE – INEO - SOMITEG

1 offre pour le lot n° 6 : CARAYON

8 offres pour le lot n° 7 : ETEO - MIDI PLAFONDS – CPI - FAURET PLATRERIE - AYALA - CUARTERO -SOPECC34 - SODAC

3 offres pour le lot n° 8 : PROCERAM – ST GROUP - SOCAMO

2 offres pour le lot n° 9 : SOCAMO - ATELIER ST LUC

2 offres pour le lot n° 10 : THYSSENKRUP - OTIS

4 offres pour le lot n° 11 : BRAULT TP – SCREG – EIFFAGE TP – JOULIE TP

L'analyse de ces offres a été confiée par la commission d'ouverture des offres, au maître d'œuvre désigné pour cette opération, GINGER BEFS.

Afin d'approfondir l'analyse des offres des candidats, un questionnaire a été transmis à l'ensemble des candidats des lots n° 1, 2, 4, 5, 8 et 11, qui ont répondu dans le délai imparti.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-207

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

URBANISME

Objet : PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADEES (PRQAD) DU CENTRE ANCIEN DE SETE - APPROBATION ET SIGNATURE DE L'AVENANT SIMPLIFIE N° 2

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absents : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La convention pluriannuelle du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PRQAD) du centre ancien de Sète et son annexe financière adoptées lors du conseil municipal du 13 décembre 2010 (D-2010-280) et signées avec l'ANRU, le 21 septembre 2011 définissent et arrêtent le contenu et la maîtrise d'ouvrage de chacune des opérations inscrites.

Cette convention fixe les objectifs quantitatifs et qualitatifs ainsi que les moyens financiers à mettre en œuvre.

Il avait été décidé lors de la rédaction de la convention, que les opérations inscrites soient regroupées par maître d'ouvrages afin de permettre une certaine souplesse de ventilation des

subventions entre les opérations. Cela possédait également l'avantage de ne pas figer initialement les adresses des immeubles à traiter.

En conséquence, les modifications et précisions d'adresses destinées à adapter la convention aux avancées opérationnelles du programme seront à intégrer par voie d'avenants simplifiés au fur et à mesure que se décide l'intervention publique.

Un premier avenant a été déjà adopté lors du conseil municipal du 10 juillet 2012(D-2012-145) afin notamment de prendre en compte les modifications d'objectifs de l'OPAH-RU et le changement de maîtrise d'ouvrage de l'opération Caraussane.

Aujourd'hui, la ville de Sète et ses partenaires souhaitent signer un deuxième avenant afin d'une part de préciser les adresses des immeubles concernées par l'opération de requalification d'îlot dégradé sur le quartier Ile Sud et de l'identifier précisément dans l'annexe financière avec son propre plan de financement et sa subvention calculée au plus juste ; d'autre part d'indiquer les modifications d'adresse et de maître d'ouvrage intervenus pour la création de la Maison de l'Habitat.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE : l'avenant simplifié n°2 à la Convention pluriannuelle pour la mise en œuvre du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés du centre ville de Sète et son annexe financière

AUTORISE : Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer aux côtés de l'ensemble des partenaires cosignataires, l'avenant n° 2 de la convention et son annexe financière

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 26 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-208

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

ENVIRONNEMENT

Objet : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT DE L'AIR ET DE L'ENERGIE (SRCAE) DE LA REGION LANGUEDOC ROUSSILLON

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Adjoint s'exprime en ces termes :

Après la publication du décret n° 2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (NOR: DEVR1100113D), les services de la Préfecture de Région Languedoc-Roussillon et le Conseil Régional de Languedoc-Roussillon ont conjointement travaillé à l'élaboration d'un projet de schéma régional climat air énergie (SRCAE).

Ce projet est désormais validé, d'une part, par délibération n° CR-12/14.377 du 20 juillet 2012 du Conseil Régional de Languedoc-Roussillon, et d'autre part, par arrêté préfectoral n° 120267 du 3 août 2012.

Il est désormais soumis pour avis aux collectivités, commissions et organismes visés par l'article R.222-4 du Code de l'environnement, avant le 15 décembre 2012.

Conformément aux lois dites « Grenelle I et II », n°2009-967 du 3 août 2009 et n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, les orientations et objectifs du

SRCAE ont vocation à être déclinés localement au travers du plan climat énergie territorial de la Ville de Sète (PCET).

Le PCET doit lui-même être pris en compte dans le plan local d'urbanisme (PLU) et le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de Thau.

De plus, les orientations et objectifs du SRCAE doivent être déclinés dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA, pas encore mis en place sur le territoire) et le plan de déplacements urbains (PDU) de Bassin de Thau.

Ce rapport présenté au Conseil Municipal sera transmis à la DREAL Languedoc-Roussillon, à la Région Languedoc-Roussillon et à l'ADEME Languedoc-Roussillon.

Le diagnostic du SRCAE expose l'impact du changement climatique en Languedoc-Roussillon, 12 orientations sont proposées pour engager la transition énergétique, réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire les émissions de polluants atmosphériques et définir une stratégie d'adaptation aux effets attendus du changement climatique :

1. Préserver les ressources et milieux naturels dans un contexte d'évolution climatique
2. Promouvoir un urbanisme durable intégrant les enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.
3. Renforcer les alternatives à la voiture individuelle pour le transport de personnes
4. Favoriser le report modal vers la mer, le rail et le fluvial pour le transport de marchandises
5. Adapter les bâtiments aux enjeux énergétiques et climatiques de demain
6. Développer les énergies renouvelables en tenant compte de l'environnement et des territoires.
7. La transition climatique et énergétique : une opportunité pour la compétitivité des entreprises et des territoires
8. Préserver la santé de la population et lutter contre la précarité énergétique
9. Favoriser la mobilisation citoyenne face aux enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.
10. Vers une exemplarité de l'Etat et des collectivités territoriales.
11. Favoriser la recherche et l'innovation dans les domaines du climat, de l'air et de l'énergie
12. Animer, communiquer et informer pour une prise de conscience collective et partagée

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE du projet de schéma régional climat air énergie (SRCAE),

EMET un avis favorable à ce projet, tant dans ses objectifs que ses orientations

DECIDE de prendre en compte le SRCAE dans le plan climat énergie territorial communal, qui doit lui-même être pris en compte dans le PLU,

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-209

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE - MODIFICATION AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311.3,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu les autorisations de programme n° 09005, 09007, 09009, 09010, 09011, 09012, 10001, 10002 approuvées antérieurement par délibérations du conseil municipal du 28 janvier 2009, du 9 décembre 2009, du 25 janvier 2010, du 14 juin 2011, du 13 décembre 2011

Vu la **délibération D-2012- 001** du conseil municipal du 09 février 2012, ayant approuvé le budget primitif M14 pour l'exercice 2012,

Considérant que le rythme de réalisation de ces opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement initialement mis en place,

Il convient d'apporter des ajustements d'autorisations de programme et crédits de paiement détaillés ci-après :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- MODIFIE** ces autorisations de programme, leur montant et l'échéancier des crédits de paiement qui y sont afférents,
- AUTORISE** le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant,
- DECIDE** que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 27 – ABSTENTION : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-210

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : CREATION - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - GROSSES REPARATIONS DE CHAUSSEES ET TROTTOIRS- ACQUISITION MOBILIER ET SIGNALISATION - TRAVAUX DE QUARTIERS

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Le service voirie au sein du pôle VRD a passé pour ses investissements récurrents plusieurs marchés pluriannuels:

- 2009-39 pour l'acquisition des panneaux de police et de signalisation,
 - 2012-66 pour l'acquisition de bornes en fonte,
 - 2008-37 pour l'acquisition de mobilier urbain (barrières, potelets, bancs, corbeilles),
 - 2009-44 pour le marché à bons de commandes pour les petits travaux de VRD,
 - 2012-68 pour les travaux de grosses réparations et d'aménagements de chaussées et trottoirs.
- Les marchés 2008-37 et 2009-44 arrivent à terme et doivent être renouvelés.

Afin de pouvoir honorer ces différents engagements indispensables au maintien du patrimoine communal, il est proposé de créer une Autorisation de Programme et Crédits de paiement selon le calendrier prévisionnel ci après :

Budget Ville	Crédits de paiement					
Autorisation de programme	2012	2013	2014	2015	2016	
Grosses réparations et aménagements chaussées trottoirs	310 938,00	605 000,00	690 000,00	690 000,00	690 000,00	
Places publiques	191 360,00	150 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	
Acquisition mobilier et signalisation		190 000,00	185 000,00	185 000,00	185 000,00	
Travaux de quartiers	195 329,00	150 000,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00	
MONTANT T.T.C.	697 627,00	1 095 000,00	1 095 000,00	1 095 000,00	1 095 000,00	4 837 627,00
T.V.A.	114 326,83	179 448,16	179 448,16	179 448,16	179 448,16	792 788,37
MONTANT H.T.	583 300,17	915 551,84	915 551,84	915 551,84	915 551,84	4 044 838,63

Le financement de cette opération n° 12001 sera assuré par le FCTVA, l'autofinancement et l'emprunt

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cette opération, l'autorisation de programme et les crédits de paiement y afférents (opération n° 12001)

Autorise Le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

Decide que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet sur le budget général.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-211

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2012 DECISION MODIFICATIVE N°4

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°4 de la VILLE qui se présente ainsi :

EN RECETTES

Section investissement.....	- 413 309,18
Section fonctionnement.....	9 318,19

EN DEPENSES

Section investissement.....	- 413 309,18
Section fonctionnement.....	9 318,19

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement				
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 13	Subvention investissement	
Ch. 18			Ch. 15	Provisions pour risques et charges	
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles	65 204,60	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	-649 443,39	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	414 116,37	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autrrees imm. financières	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 041	Opérations patrimoniales	-446 142,18
AP-CP-Falaises maritimes-09005		-50 000,00	AP-CP-Falaises maritimes-09005		12 749,00
AP-CP-Bd. JM Grangent-09007		-84 694,00	AP-CP-Bd. JM Grangent-09007		-60 590,00
AP-CP Halles centrales-09009		-33 343,72			
AP-CP Groupe Scol.Langevin-09010		-405 000,00			
AP-CP Sanitaires publics-09011		-22 287,28			
AP-CP Rue J. Vilar-09012		55 779,00	AP-CP Rue J. Vilar-09012		80 674,00
op.11008-Promenade Bord Etang		-50 000,00			
op.11002-Musée de la Mer		-300 000,00			
op.11003-Places publiques		-51 267,76			
AP-CP Travaux voirie -12001		697 627,00			
OO1	Report à nouveau		021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	-413 309,18		TOTAL	- 413 309,18

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	2 676,72	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais	-7 158,13	Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	-786,36	Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 66	Charges financières	-600,00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	6 500,00
Ch. 67	Charges exceptionnelles	30 000,00	Ch. 75	Autres produits gestion courantes	
Ch.022	Dépenses imprévues	-14 814,04	Ch. 77	Produits exceptionnels	2 818,19
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 79	Transferts de charges	
O23	Virement section inves.		Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
			OO2	Report à nouveau	
	TOTAL	9 318,19		TOTAL	9 318,19

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative n°4 de la VILLE.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 27 – ABSTENTION : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUEt

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-212

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET POMPES FUNEBRES 2012 DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du budget annexe des Pompes Funèbres qui se présente ainsi

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	- 13 900.00
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles		Ch. 041	Immobilisations corporelles	82 810.00
Ch. 020	Dépenses imprévues	32 304.76	Ch. 27	Autres immobilisations	-
Ch. 040	Amortissem. Des immobilis.	5 412.24	Ch 040	Amortissem. Des immobilis.	51 617.00
Ch. 041	Immobilisations corporelles	82 810.00	Ch. 23	Immobilisations En cours	
	TOTAL	120 527.00		TOTAL	120 527.00
FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. O 11	Charges à carac. général		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 70	Vente de produits	46 204.76
Ch. 66	Charges financières	1 000.00	Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 69	Charges exceptionnelles	- 1 000.00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch 042	Dotations aux amort. provisions	51 617.00	Ch 042	Dotations aux amort. provisions	5 412.24
	TOTAL	51 617.00		TOTAL	51 617.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative N°1 du budget ANNEXE DES POMPES FUNEBRES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-213

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET CREMATORIUM 2012 DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 de CREMATORIUM qui s'équilibre à :

16 277.90€ en investissement

13 277.90€ en fonctionnement

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	3 000.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	21 000.00
Ch 040	amortissem. des immobilisations	13 277.90	021	Vir. de section d'exploitation	-4 722.10
	TOTAL	16 277.90		TOTAL	16 277.90
FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. O 11	Charges à carac. général	15 000.00	Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 66	Charges financières	3 000.00	Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. O 23	Virem. à section d'investissement	-4 722.10	Ch. 042	Produits exceptionnels	13 277.90
	TOTAL	13 277.90		TOTAL	13 277.90

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative N°1 du budget ANNEXE DU CREMATORIUM

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-214

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET PORT DES QUILLES 2012 DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Laurence MAGNE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du budget annexe du Port des Quilles qui se présente ainsi :

EXPLOITATION					
INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 23	immobilisations en cours		Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves	
Ch. 27	autres immobilisations financières		Ch. 13	Subvention d'investissement	
Ch. 69	Impôts sur les bénéfices et		Ch. 16	emprunt et dettes assimilées	
Ch. 041	opérations patrimoniales	37 340.00	Ch. 041	autres immobilisations	37 340.00
	TOTAL	37 340.00		TOTAL	37 340.00

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 012	Frais de personnel	2 000.00			
Ch. 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés				
Ch. 022	Dépenses imprévues	-2 000.00			
	TOTAL	0.00		TOTAL	0.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative N°1 du budget annexe du Port des Quilles

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 28 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-215

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET DE L'EAU - MODIFICATION - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311.3,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu les autorisations de programme n°10001, 10002 et 11001 approuvées antérieurement par délibérations du conseil municipal du 25 janvier 2010, et du 07 février 2011.

Vu la **délibération D-2012-002** du conseil municipal du 08 février 2012, ayant approuvé le budget annexe de l'eau pour l'exercice 2012,

Considérant que le rythme de réalisation de ces opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement initialement mis en place,

Il convient d'apporter des ajustements d'autorisations de programme et crédits de paiement détaillés dans le tableau annexé.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

MODIFIE Ces autorisations de programme, leur montant et l'échéancier des crédits de paiement qui leur sont afférents,

AUTORISE Le Maire à le signer ainsi que tous les documents s'y rapportant.

DECIDE Que les dépenses et les recettes seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet sur le budget annexe de l'eau potable.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 27 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-216

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : SA ELIT - CONVENTION PUBLIQUE D AMENAGEMENT ZAC ENTREE EST
SECTEUR SUD - EMPRUNT AUPRES DU CREDIT MARITIME - GARANTIE DE LA
VILLE A 80 %

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

VU la demande formulée par SA ELIT – Parc Aquatechnique , 4 rue de Dublin, BP 40405 – 34204 SETE – tendant à la réalisation d'un emprunt Crédit Maritime destiné au financement de l'opération « ZAC Entrée Est – secteur sud » et à la garantie de la Ville de Sète.

VU l'article 19 de la Convention Publique d'Aménagement « ZAC Entrée Est – secteur sud de Sète » approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 20 avril 2006,

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 2298 du Code Civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 20,404 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

CECI EXPOSE :

Article 1er : La Ville de Sète accorde sa garantie à hauteur de 80% soit 400 000 € à la SA ELIT, pour le remboursement d'un emprunt de 500 000 € que cet organisme se propose de contracter auprès du Crédit Maritime pour financer l'opération « ZAC Entrée Est – secteur sud de Sète ».

Article 2 : les caractéristiques de ce PRET sont les suivantes :

Montant : 500 000 €
Durée : 7 ans, dont 3 ans en franchise de la seule fraction capital
Périodicité : trimestrielle
Souscription de parts sociales de banque : 152,50 euros

Les conditions financières sont les suivantes :

Taux	3,55 %
Garanties	Garantie de la Ville de Sète à hauteur de 80%
Frais de rédaction	2 000€

Article 3 : au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Sète s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, sur simple notification du Crédit Maritime adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Municipal autorise le Maire ou le représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Maritime et la SA ELIT et à rendre exécutoire la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie d'emprunt à hauteur de 80 % concernant le remboursement de l'emprunt souscrit par la SA ELIT pour financer l'opération « ZAC Entrée Est – secteur sud de Sète » selon les conditions précitées.

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette opération.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-217

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : SA ELIT - CONVENTION PUBLIQUE D AMENAGEMENT ZAC ENTREE EST
SECTEUR SUD - EMPRUNT AUPRES DE LA CAISSE D EPARGNE - GARANTIE
DE LA VILLE A 80 %

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

La SA ELIT – Parc Aquatechnique , 4 rue de Dublin, BP 40405 – 34204 SETE – a demandé à la Ville de Sète d'accorder sa garantie concernant la réalisation d'un emprunt Caisse d'Epargne destiné au financement de l'opération « ZAC Entrée Est – secteur sud »

VU l'article 19 de la Convention Publique d'Aménagement « ZAC Entrée Est - secteur sud de Sète » approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 20 avril 2006,

VU les articles L 2252 1 et L 2252 2 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 2298 du Code Civil

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 20,404 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Article 1 :

La Ville de Sète accorde sa garantie à hauteur de 80% soit 800 000 € à la SA ELIT, pour le remboursement d'un emprunt de 1 000 000 € que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse d'Epargne pour financer l'opération « ZAC Entrée Est – secteur sud de Sète ».

Article 2 :

Les caractéristiques de ce PRET sont les suivantes :

Montant : 1 000 000 €
Durée : 7 ans
Amortissement : échéances constantes dont 3 ans de différé d'amortissement
Périodicité : annuelle

Les conditions financières sont les suivantes :

Taux	3,42 %
Base de calcul	30 / 360
Garanties	Garantie de la Ville de Sète à hauteur de 80%
Commission d'engagement	0,25 %
Frais de dossier	500€

Mise à disposition des fonds : en une ou plusieurs fois, au plus tard quatre mois après la signature du contrat.

Remboursement anticipé : total ou partiel moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Article 3 :Aau cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Sète s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, sur simple notification de la Caisse d'Epargne adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 :

Le Conseil Municipal autorise le Maire ou le représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne et la SA ELIT et à rendre exécutoire la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie d'emprunt à hauteur de 80 % concernant le remboursement de l'emprunt souscrit par la SA ELIT pour financer l'opération « ZAC Entrée Est – secteur sud de Sète » selon les conditions précitées.

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette opération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-218

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE SETE - OPERATION ILE DE THAU -
EMPRUNT A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 50%

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " ARCELIERE – BOULIECHOU – GANGUI (ILE DE THAU) " : réhabilitation de 216 logements, situés à Sète,

Vu, l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 8 octobre 2012 pour financer cette opération par un prêt Renouvellement Urbain Subventionné d'un montant total de 3 451 054 €,

Vu, la lettre du 17 octobre 2012 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % de la ville de Sète pour le prêt précité,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 20,404 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt souscrit par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " ILE DE THAU ".

La destination de ce prêt est la suivante :

Prêt Renouvellement Urbain Subventionné de 3 451 054 €
Financement "réhabilitation de 216 logements"
Montant de la garantie : 1 725 527 €

Article 2 : Les caractéristiques de ce prêt consenti par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

- Montant du prêt garanti : 1 725 527 €
- Durée de la période d'amortissement : 20 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
- Taux annuel de progressivité : 0 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ce prêt sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 2,25 % au 8/10/2012. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur 50 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement de cet emprunt souscrit par l'OPH de Sète pour financer l'opération "réhabilitation de 216 logements » « ILE DE THAU » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 36 – NE PREND PAS PART AU VOTE : 1
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-219

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE SETE - OPERATION LA CANALETTE -
DIVERS EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25%

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " LA CANALETTE " : réalisation de 27 logements collectifs BBC, situés ZAC entrée ouest à Sète,

Vu, l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 23 aout 2012 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 2 059 662 €,

Vu, la lettre du 7 septembre 2012 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 20,404 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 :

La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LA CANALETTE ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS (*Prêt Locatif à Usage Social*) FONCIER de 350 355 €
Financement "acquisition amélioration de 19 logements collectifs "
Montant de la garantie : 87 588,75 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 1 311 762 €
Financement "construction de 19 logements collectifs "
Montant de la garantie : 327 940,50 €

Prêt PLAI (*Prêt Locatif Aidé d'Intégration*) FONCIER de 83 798 €
Financement "construction de 8 logements collectifs "
Montant de la garantie : 20 949,50 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 313 747 €
Financement "construction de 8 logements collectifs "
Montant de la garantie : 78 436,75 €

Article 2 :

Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 87 588,75 €
- Durée de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
- Taux annuel de progressivité : 0 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 327 940,50 €
- Durée de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle

- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0 %
- Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % .

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 20 949,50 €
- Durée de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 78 436,75 €
- Durée de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 2,25 % au 23/08/2012. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit 6 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 :

Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE

sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "réalisation de 27 logements collectifs » « LA CANALETTE » selon les conditions précitées,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 27 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
NE PREND PAS PART AU VOTE : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-220

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : SOLIDARITE URGENCE SETOISE - OPERATION LES MAQUISARDS - EMPRUNT A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25%

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " LES MAQUISARDS " : acquisition amélioration de 6 logements, situés 8 rue des Maquisards à Sète,

Vu, l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 24 août 2012 pour financer cette opération par un prêt PLAI d'un montant total de 220 516 €,

Vu, la lettre du 13 septembre 2012 émanant de Solidarité Urgence Sétoise SUS sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour le prêt précité,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 20,404 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de l'emprunt souscrit par SUS – 35 rue Pierre Semard – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LES MAQUISARDS ".

La destination de ce prêt est la suivante :

Prêt PLAI (*Prêt Locatif Aidé d'Intégration*) de 220 516 €
Financement "Acquisition amélioration de 6 logements "
Montant de la garantie : 55 129 €

Article 2 : Les caractéristiques de ce prêt consenti par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 55 129 €
- Durée de la période d'amortissement : 20 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb (*point de base*)
- Taux annuel de progressivité : 0.00 % à 0,50 % maximum
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ce prêt sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 2,25 % au 24/08/2012. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues par Solidarité Urgence Sétoise dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à Solidarité Urgence Sétoise pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de l'emprunt souscrit par Solidarité Urgence Sétoise pour financer l'opération "acquisition amélioration de 6 logements » « LES MAQUISARDS» selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-221

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

PERSONNEL

Objet : MISE EN PLACE DU RATIO D'AVANCEMENT RELATIF A L'ECHELON SPECIAL

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'application du décret n° 2012-552 du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C permet aux fonctionnaires territoriaux autres que ceux de la filière technique qui appartiennent à un cadre d'emplois classé en échelle 6, d'accéder à l'échelon spécial doté de l'indice brut 499.

L'échelon est accessible pour ces agents, après inscription à un tableau d'avancement établi, au choix, après avis de la Commission Administrative Paritaire. Les agents doivent justifier d'au moins trois ans d'ancienneté dans le 7^{ème} échelon de l'échelle 6.

Le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à cet échelon est déterminé par l'application d'un taux à l'effectif des agents remplissant les conditions pour être promus. Ce taux fixé par l'organe délibérant après avis du Comité Technique qui s'est tenu le 19 juin 2012 vous est proposé à hauteur de 100 %.

Les fonctionnaires territoriaux de la filière technique conserveront quant à eux, les modalités d'avancement linéaire à ce même échelon spécial dont ils bénéficient actuellement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la présente délibération

Autorise le Maire ou son représentant à signer les documents correspondant s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUEt



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-222

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

PERSONNEL

Objet : RENOUELEMENT DE MISES A DISPOSITION DE PERSONNELS

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément à la loi 84-53 du 26 janvier 1984 – article 61-1 – modifiée par la Loi n°2007-148 du 02 février 2007 et au Décret n°2008-580 du 18 juin 2008 et après avis des Commissions Administratives Paritaires des catégories "A " et "C" consultées au 23 octobre 2012, je propose de renouveler les conventions mettant divers personnels à disposition du CCAS de Sète.

Il s'agit de porter à votre connaissance les mises à dispositions du CCAS des agents territoriaux suivants:

Pour la Catégorie A :

Monsieur Michel BATTINELLI, Attaché Principal, 35 heures hebdomadaires qui assure les fonctions de Directeur Adjoint du C.C.A.S.

Le renouvellement de cette mise à disposition est établi à compter du 13 octobre 2012 pour une période de 3 ans.

Pour la Catégorie C :

Madame Valérie RIBERA, Adjoint Administratif de 1^{ère} classe, 35 heures hebdomadaires qui assure les fonctions de secrétariat auprès de la direction du C.C.A.S.

Le renouvellement de cette mise à disposition est établi à compter du 1^{er} novembre 2012 pour une période de 3 ans.

Madame Andrée BOURDON, Adjoint Technique de 2^{ème} classe, 35 heures hebdomadaires qui assure les fonctions d'entretien du Foyer « Les Voutes » du C.C.A.S.

Le renouvellement de cette mise à disposition est établi à compter du 13 octobre 2012 pour une période de 3 ans.

Les fonctions occupées par l'ensemble de ces agents sont comparables à celles exercées au sein de la Mairie de Sète et du même niveau hiérarchique. Le coût total des rémunérations de ces agents sera intégralement remboursé par l'établissement d'accueil.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-223

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

PERSONNEL

Objet : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de l'intérêt du service, il convient de mettre en conformité, le grade et la fonction qu'occupent certains de nos agents titulaires et non titulaires, au regard de leur responsabilité effective.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir prononcer les modifications suivantes portant création au Tableau des Effectifs :

CATEGORIE A

Filière Technique :

- 1 poste d'Ingénieur

CATEGORIE B

Filière Patrimoine :

- 1 poste dans le cadre d'emplois des Assistants de Conservation

CATEGORIE C

Filière Patrimoine :

- 2 postes d'Adjoint du Patrimoine de 2° classe

Filière Animation :

- 2 postes d'Adjoint d'Animation de 2° classe

Filière Technique :

- 1 poste d'Adjoint technique de 2° classe

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE le tableau des effectifs ainsi modifié

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 64111 Fonction : 020 Service : DRH

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-224

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

PERSONNEL

Objet : DEMANDE DE VERSEMENT ANTICIPE DE LA SUBVENTION DU COMITE DES
OEUVRES SOCIALES (COS)

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Le Comité des Œuvres Sociales perçoit chaque année une subvention de la Ville de Sète.

Cette subvention en 2012 s'élevait à 175.000 €.

Je vous demanderai de bien vouloir accorder, pour 2013, à cette association le paiement par anticipation et par 12^{ème} de la subvention, soit une somme mensuelle de 14.583 €, et ce jusqu'au vote du budget.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ATTRIBUE le paiement anticipé de 1/12^{ème} de cette subvention

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6574 Fonction : 020 Service : DRH

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-225

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : ACQUISITION DE MOBILIERS DIVERS, D'ELECTROMENAGER, DE MATERIELS AUDIOVISUELS, D'ARTICLES DE LITERIE AU PROFIT DE LA MAIRIE DE SETE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics, un avis d'appel public à la concurrence a été transmis à la publication le 26/06/2012 sur le site Internet du BOAMP et du JOUE. La remise des offres était fixée au 4 septembre 2012 à 17 h au plus tard.

La commission d'ouverture des plis s'est tenue le 6 septembre 2012, 13 entreprises ont répondu, à savoir : les Sociétés ECODIM, STEALCASE, ARCH OFFICE, BUREAU SPACE, MOBILIER CONCEPT, LAFA COLLECTIVITES, COMAT § VALCO, DPC, DELAGRAVE, ESPACE TERTIAIRE, DARTY, CAMIF COLLECTIVITES, SOUVIGNET.

Toutes les offres ont été jugées conformes hormis celle présentée par la société DARTY qui a été rejetée car l'acte d'engagement n'était pas signé.

Après avoir confié les plis pour analyse au service Achats-Economat, en collaboration avec les services utilisateurs, la Commission d'appel d'offres lors de sa séance du 27 septembre 2012, au regard des critères de jugement des offres suivants, qualité technique 60%, prix 40%, a décidé d'attribuer le marché:

- ☐ Pour le lot n° 1 « Mobilier de bureau » à l'entreprise CAMIF ;
- ☐ Pour le lot n° 2 « Mobilier divers » à l'entreprise CAMIF ;
- ☐ Pour le lot n° 3 « Sièges » à l'entreprise MOBILIER CONCEPT ;
- ☐ Pour le lot n° 4 « Appareils domestiques » à l'entreprise CAMIF ;
- ☐ Pour le lot n° 5 « Mobilier scolaire » à l'entreprise DPC ;
- ☐ Pour le lot n° 6 « Mobilier de restauration » à l'entreprise SOUVIGNET ;
- ☐ Pour le lot n° 7 « Mobilier festivités » à l'entreprise CAMIF ;
- ☐ Pour le lot n° 8 « Literie », La Commission a décidé de déclarer le lot infructueux en l'absence d'offre
- ☐ Pour le lot n° 9 « Matériel audiovisuel » à l'entreprise CAMIF ;

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum en application de l'article 77 du Code des marchés publics. Les bons de commandes seront notifiés au fur et à mesure des besoins par le pouvoir adjudicateur.

Les prestations de fournitures seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

Ce marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la date de notification, et peut être reconduit chaque année de façon tacite par période successive d'1 an sans que la durée totale du marché n'excède 4 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la commission d'appel d'offres du 27 septembre 2012,

AUTORISE le Maire ou l'élue délégué à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville sous l'imputation 21842, 21843, 21844, 21849, 81885 et 21883 fonction 020

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-226

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RUE MONTMORENCY - LOT N° 1
AVENANT N°3 - LOT N° 4 AVENANT N° 1

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du 27 septembre 2011 (D-2011-184), le conseil municipal a décidé de l'attribution des marchés de travaux pour la réhabilitation de la rue Montmorency, sous la forme d'une procédure adaptée ouverte en application de l'article 28 du code des marchés publics.

Ce marché divisé en 4 lots comprend une tranche ferme et 2 tranches conditionnelles.

Le présent acte concerne la passation d'avenants pour la tranche ferme, des lots 1 et 4, rue Montmorency partie comprise entre le quai de Bosc et la rue Député Molle.

Lot n° 1 attribué au groupement RAZEL/BEC

Le montant initial du marché pour le lot n° 1 (toutes tranches confondues) s'élève à :
1 674 258,27 € HT soit 2 002 412,89 € TTC réparti

Lot 1.1 Eaux Usées : 1 076 072,77 € HT

Lot 1.2 Eaux Pluviales : 167 965,40 € HT

Lot 1.3 Eau Potable : 430 220,10 € HT

Le montant initial de la tranche ferme du lot n° 1 s'élevait à 544 078,55 € HT.

Le tranche est réparti entre : Eaux usées – 1.1 pour un montant de 288 611,55 € HT
Eaux pluviales -1.2 pour un montant de 111 747,00 € HT
Eau potable -1.3 pour un montant de 143 720,00 € HT

Un 1^{er} avenant a été passé pour la fusion absorption entre les sociétés BEC et RAZEL.

Un 2^{ème} avenant concernant les eaux usées, financé en totalité par Thau AGGLO au titre de sa compétence, s'est élevé à 47 321,82 € HT.

Le 3^{ème} avenant, objet du présent acte, concerne pour le lot n° 1, les eaux pluviales et l'eau potable, pour lesquelles la ville est compétente.

Justification de l'Avenant :

Cet avenant comprend trois types de prestations supplémentaires effectuées par le groupement RAZEL-BEC :

- Les travaux liés à des demandes complémentaires du Maître d'Ouvrage d'une part pour un montant de 742,00 € HT
- Les travaux liés à des Imprévus de chantier d'autre part pour un montant de 33 107,00 € HT
- Les travaux réellement exécutés sur la base du bordereau de prix unitaires pour un montant de 3 154,06 € HT

L'avenant n° 3 s'élève à 37 003,06 € HT soit 44 255,66 € TTC

Il est réparti sur deux budgets :

Budget ville : eaux pluviales pour un montant de 18 762,12 € HT soit 22 439,50 € TTC

Budget eau : eau potable pour un montant de 18 240,94 € HT soit 21 816,16 € TTC

Le montant de la tranche ferme s'élève désormais (tous avenants confondus) à 628 403,42 € HT soit 751 570,50 € TTC.

Le nouveau montant du lot n° 1 (toutes tranches confondues) s'élève à 1 758 583,15 € HT soit 2 103 265,45 € TTC

Soit une augmentation de 5,04 % par rapport au montant initial du lot n° 1.

Lot n° 4 attribué à la société SOLATRAG

Le montant initial du marché pour le lot n° 4 (toutes tranches confondues) s'élève à :

83 439,40 € HT soit 99 793,52 € TTC

Le montant initial de la tranche ferme du lot n° 4 s'élevait à 34 819,40 € HT soit 41 644,00 € TTC.

La justification de cet Avenant n° 1 pour le lot n° 4 est précisée ci-dessous :

Cet avenant comprend deux types de prestations supplémentaires effectuées par la société SOLATRAG

- Les travaux réellement exécutés sur la base du bordereau de prix unitaires pour un montant de 6 976 ,04 € HT
- Les travaux liés à des Imprévus de chantier d'autre part pour un montant de 790,00 € HT

L'avenant n° 1 s'élève à 7 766,04 € HT soit 9 288,18 € TTC

Le montant de la tranche ferme s'élève désormais à 42 585,44 € HT soit 50 932,19 € TTC.

Le nouveau montant du lot n° 4 (toutes tranches confondues) s'élève à 91 205,44 € HT soit 109 081,71 € TTC

Soit une augmentation de 9,3 % par rapport au montant initial du lot n° 4.

Le 31 octobre 2012 les projets d'avenants, ont été présentés devant les membres du groupe de travail, lequel a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE La passation de ces avenants précités, relatif au Marché 2011-59, pour la réhabilitation de la rue Montmorency, tranche ferme pour les lots N° 1 et 4.

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la ville sous l'imputation :

Nature : 2312 fonction : 822 Service : AMURB
Opération : 10002

Que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'eau sous l'imputation :

Nature : 2315 Service : PLANRES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 28 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-227

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

**Objet : MARCHÉ D'ASSISTANCE ET MAINTENANCE DU SYSTÈME DE VIDEO
PROTECTION URBAINE - AVENANT DE TRANSFERT**

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 07 novembre 2011 (D-2011-220), le conseil municipal a décidé de l'attribution des marchés de travaux pour l'assistance et la maintenance du système de vidéo protection urbaine. Le lot n° 2 (Système de supervision, d'enregistrement des images et maintenance logicielle) a été attribué à l'entreprise IPROCESS sise à SIX FOURS LES PLAGES (83140) – 64, chemin de la Capellane.

La société SINOVIA a informé la ville de Sète que la société IPROCESS a été absorbée suite à une fusion avec leur société.

Ce présent avenant consiste en la reprise du marché n° 2011/53 lot n° 2 précité, par la société SINOVIA dont le siège social est situé à ISSY LES MOULINEAUX (92130) – 143, rue de Verdun – Immeuble Le Lombard.

La commission d'appel d'offres lors de sa séance du 11 octobre 2012 à décider de donner un avis favorable à la passation de cet avenant.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte L'avenant de transfert n° 1 du contrat d'assistance et de maintenance du système de vidéo protection urbaine pour le lot n° 2 (Système de supervision, d'enregistrement des images et maintenance logicielle), marché n° 2011/53 suite à la fusion-absorption de la société IPROCESS par la société SINOVIa

Autorise le Maire ou l'élu délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal de la ville sous l'imputation :

Nature : 615603 - Fonction : 112
Service gestionnaire PLANRES
Service utilitaire : POLV

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-228

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : MARCHÉ DE FOURNITURES DE CAVEAUX ET COLUMBARIUMS

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a lancé une procédure d'appel d'offres ouvert, pour l'attribution d'un marché de fourniture et mise en place de cases de columbariums et de caveaux.

Le marché est composé des 4 lots suivants :

- lot n°1 : tombale et stèle en pierre de Lens pour cavurnes destinés aux concessions familiales
- lot n°2 : columbariums en béton lavé ou granits pour concessions familiales
- lot n°3 : monument cinéraire et colonne en métal pour cavurnes destinés aux concessions familiales
- lot n°4 : caveaux.

Le marché est passé sous la forme d'un marché à bon de commande sans montant minimum ni maximum.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

La Commission d'appel d'offres, lors de sa séance du 08 novembre 2012, a décidé d'attribuer le

- lot n°1 à la société : ACR SERVICES – LES EAUX NOIRES – BP 15 – 012230 TENAY
- lot n°2 à la société : ACR SERVICES – LES EAUX NOIRES – BP 15 – 012230 TENAY
- lot n°3 à la société : SARL URNEA CINIS – 9 RUE VICTOR HUGO -09500 MIREPOIX
- lot n°4 à la société : SARL BARATTINI – 33 AVENUE EMMANUEL ARNAUD – 34530 MONTAGNAC

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la Commission d'Appel d'offres,

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget :

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE

ANNEXE

Ce projet a fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics

Ce marché est élaboré sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

L'avis d'appel public à la concurrence a été transmis au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) le 24 août 2012.

Les dossiers de consultation étaient tenus gratuitement à disposition des entreprises.

Les dossiers parvenus à la date limite de remise des offres fixée au 08 octobre 2012 à 17h, ont été ouverts par le groupe de travail des marchés publics le 11 octobre 2012.

Dans le cadre de cette procédure, neuf sociétés ont répondu ; à savoir :

- ❖ pour le lot 1 :
 - La Centrale du Funéraire
 - Pierre Yves Fontaine
 - A.C.R. SERVICES
- ❖ pour le lot 2 :
 - La Centrale du Funéraire
 - A.C.R. SERVICES
 - S.A.R.L. Avenier
 - BONNERY Didier
 - S.A.R.L. Barattini
 - Atelier Montredon
- ❖ pour le lot 3 :
 - S.A.R.L. Urnéa Cinis A.C.R. SERVICES
- ❖ pour le lot 4 :
 - La Centrale du Funéraire
 - Bonna Sabla
 - S.A.R.L. Barattini
 - A.C.R. SERVICES

Après avoir confié les plis à l'analyse, au regard des critères de jugement contenus dans le règlement de la consultation, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 08 novembre 2012, a décidé d'attribuer les marchés aux sociétés :

- ACR SERVICES pour le lot 1
- ACR SERVICES pour le lot 2
- SARL URNEA CINIS pour le lot 3
- SARL BARATTINI pour le lot 4



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-229

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

Objet : PARRAINAGE D'UN BATIMENT DE LA MARINE NATIONALE "ENSEIGNE DE VAISSEAU JACOBET"

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Lors de la séance du 3 mars 2009, le conseil municipal a accordé à l'unanimité le parrainage du bâtiment de la Marine Nationale « le Malin »

Pour des raisons de sécurité nationale, ce patrouilleur a été affecté outre-mer, ce qui a empêché la poursuite des actions.

Par décision en date du 23 juillet 2012, L'Amiral Bernard ROGEL, Chef d'Etat major de la Marine, a donné son agrément pour le parrainage de l'Aviso F794 « Enseigne de Vaisseau JACOBET » par la Ville de SETE en remplacement du Patrouilleur « Le Malin »

Par conséquent, il convient de réitérer le souhait de voir la Ville de SETE parrainer un bâtiment de la Marine Nationale

L'intérêt du parrainage est une meilleure connaissance réciproque. Il se définit exclusivement comme un rapport privilégié entre la collectivité territoriale et sa population d'une part et les personnels de l'Unité opérationnelle d'autre part. Cette démarche est du même type que celle que poursuit un Comité de jumelage. Elle crée des opportunités d'échanges et de rencontres, notamment dans le domaine éducatif et culturel qu'il serait difficile à concrétiser en l'absence de ce lien.

« L'enseigne de Vaisseau JACOUBET » a commencé sa carrière le 23 octobre 1982. Sa mission principale est la lutte anti-sous-marine dans les eaux côtières. Il assure en outre certaines missions, telles que :

- Soutien aux forces sous-marines stratégiques
- Surveillance des approches maritimes
- Service public (sauvetage, police des mers)
- instructions à la mer
- déploiement outre-mer.

Par ailleurs, la ville a sollicité un partenariat auprès des établissements scolaires de la Ville car ce jumelage doit bénéficier en priorité aux enfants et aux jeunes. C'est l'une des classes du Lycée de la Mer Paul Bousquet de Sète qui a été inscrite pour le parrainage de ce bâtiment.

Cette classe pourra correspondre avec l'équipage du bateau, elle sera tenue informée de toutes ses missions et embarquera bien sûr sur le navire en priorité, pour des journées de découvertes du milieu marin.

Les dépenses liées au parrainage sont les suivantes :

- La fourniture de la charte, réalisée en double exemplaire, sur des parchemins au format A3, selon le procédé de l'enluminure à la main, ainsi que deux écus de bois frappés de l'emblème de bronze de l'association des Villes Marseillaises pour un montant de 650 €.
- La réalisation d'une plaque de cuivre standardisée au format 45 x 27, destinée à être inaugurée au sein de l'unité filleule pour un montant de 1.600 €.
- La cotisation annuelle à l'Association des Villes Marseillaises qui s'élève à 0.04 € par habitant soit un montant de 1725,56 €.

Conformément aux procédures interarmées en vigueur et afin de concrétiser ce parrainage,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ABROGE la délibération n° d-2009-120 en date du 3 mars 2009 portant sur le parrainage d'un bâtiment de la Marine Nationale « le Malin »

DECIDE le parrainage de l' Aviso F794 « « ENSEIGNE DE VAISSEAU JACOUBET »

AUTORISE le maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette action

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'exercice 2012, service ENFJ
Nature : 606809 fonction : 421
Nature : 6182 fonction : 421

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-230

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

Objet : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT A PASSER AVEC LA CAF
DANS LE CADRE DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA
SCOLARITE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la politique d'action sociale familiale menée par les Caisses d'Allocations familiales (CAF), la ville de SETE, pour poursuivre cette action, a décidé de renouveler son partenariat avec la CAF de l'Hérault, dans le cadre de l'activité « Contrat Local d'Accompagnement Scolaire », durant l'année scolaire 2012-2013

Le contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) est un dispositif d'aide à la scolarité en direction des enfants scolarisés en établissement primaire jusqu'au lycée.

Il s'inscrit dans les politiques éducatives territoriales, visant au renforcement de l'égalité des chances des enfants et des jeunes et concourt à la prévention des difficultés des enfants en lien avec leur scolarité.

Pour la mise en œuvre de ce partenariat, la Ville de SETE élaborera un projet éducatif de qualité animé par un personnel qualifié conformément à la législation en vigueur. Elle offrira un service de qualité gratuit, accessible à tous.

En contrepartie la CAF versera, sur toute la durée de la convention, la prestation de service égale à 32,5 % des dépenses de l'accompagnement à la scolarité dispensé pour l'année scolaire dans la limite du plafond fixé par la CNAF par groupe de 5 à 15 enfants.

La CAF procèdera à des contrôles sur pièces afin de vérifier la justification des dépenses effectuées ;

Pour conclure ce partenariat, une convention d'objectifs et de financement a été établie ; Elle définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service

« Contrat Local d'Accompagnement Scolaire »

Cette convention est conclue du 01 septembre 2012 jusqu'au 31 août 2013, elle se renouvellera par demande expresse.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTÉ la convention d'objectifs et de financement concernant le contrat local d'accompagnement à la scolarité pour l'année scolaire 2012-2013

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant

DECIDE que la recette sera perçue sur les comptes prévus à cet effet :
Nature : 7478 Fonction : 421 Service : ENFJ

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-231

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

SPORTS

Objet : DEVELOPPEMENT SPORTIF DE HAUT NIVEAU - RENOUVELLEMENT DE LA
CONVENTION AVEC LE COMITE REGIONAL DE GYMNASTIQUE ET
L'ASSOCIATION "DOCKERS CLUB SETOIS" - FINANCEMENT

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Serge PAIOLA Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la politique du développement sportif de haut niveau, et plus particulièrement concernant les Féminines, la Ville de Sète, s'associe avec le Comité Régional de GYMNASTIQUE Languedoc Roussillon et l'Association des DOCKERS Club Sétois, afin de mettre en place, à SETE, des Centres Régionaux d'entraînement en Gymnastique et le pôle national espoir de Natation Synchronisée, pour des jeunes de 11 à 16 ans, suivant les modalités figurant sur la convention annexée à la présente délibération.

Le Comité Régional de Gymnastique et l'Association des Dockers prennent en charge l'organisation de toute la logistique liée à ces formations.

La Ville de SETE participe, d'une part par la mise à disposition des équipements sportifs NAKACHE et BIASCAMANO respectivement au Comité Régional de GYMNASTIQUE Languedoc Roussillon et au pôle espoir de natation synchronisée des DOCKERS Club Sétois, d'autre part en finançant les frais d'hébergement et de restauration des deux groupes qui encadrent au total 11 sportifs (8 nageuses et 3 gymnastes) sans que cette aide puisse excéder la somme de 25 000 € T.T.C pour la saison sportive 2012/2013..

Ce projet ne pourrait être mis en place et maintenu sans le concours financier de la Ville, et grâce à cela, nos jeunes sétoises, intégrées à ces groupes, et confrontées à l'élite dans leur discipline ne pourront que progresser au niveau national.

Cette convention établie pour la saison sportive 2012/2013 reconduit ainsi le dispositif mis en place depuis 2008.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE cette convention

AUTORISE le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout document s'y rapportant

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6745

Fonction : 415

Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-232

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

SPORTS

Objet : ASSOCIATION "SKI CLUB SETOIS" - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
EXCEPTIONNELLE - DESCENTE A SKI DE LA RUE PAUL VALERY -
FINANCEMENT

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Serge PAIOLA Adjoint s'exprime en ces termes :

La fête de la neige qui a lieu depuis 2004 à SETE offre à la population une animation particulièrement appréciée. Sa popularité n'arrête pas de croître au fil des ans. Elle attire aussi sur la Ville une fréquentation importante venant des villages alentours.

Cette manifestation assure à la ville des retombées économiques substantielles pour le commerce local tout en offrant une animation prisée en cette période de l'année.

L'Association « Le Ski Club », organisatrice de cet événement, composée uniquement de bénévoles dévoués, a démontré au cours des années précédentes son savoir faire et son efficacité.

L'organisation de cette manifestation engendre cependant des dépenses conséquentes que l'Association du Ski Club malgré son dévouement ne peut assumer complètement.

Aussi, pour ne pas décourager une initiative aussi appréciée, je vous propose d'allouer à l'Association « le Ski Club » une subvention exceptionnelle d'un montant de 10 000,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cette subvention exceptionnelle

Autorise le Maire ou son représentant à la signer,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6745 Fonction : 415 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUEt



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-233

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : DEMANDE DE VERSEMENT ANTICIPE DE SUBVENTIONS

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Adjoint s'exprime en ces termes :

Afin de ne pas hypothéquer le fonctionnement d'associations et d'organismes auxquels la Ville apporte son appui, il est souhaitable de prévoir, d'ores et déjà, sur la base des subventions octroyées en 2012, le versement par anticipation aux associations et organismes figurant sur la liste ci-dessous, d'une partie de celles-ci avant le vote du budget primitif 2013.

Les subventions seront versées en fonction du tableau récapitulatif ci-dessous :

ASSOCIATIONS	JANVIER 2013
ART MODESTE	54 999
CETàVOIR	19 998
METISETE	23 748
JAZZ A SETE	17 499

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE le paiement anticipé de 3/12ème de leur subvention 2012, au mois de Janvier 2013, et le solde après le vote du budget primitif 2013

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6574 Fonction : 322 et 30 Service : CULT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-234

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR PROJETS CULTURELS

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Adjoint s'exprime en ces termes :

Les actions culturelles qui sont réalisées sous forme de manifestations diverses à caractère culturel, de festivals, d'expositions ou de spectacles sont susceptibles d'être subventionnées.

Ces demandes émanent donc de l'ensemble des services culturels, le service culturel lui-même, l'école des Beaux Art, l'espace Georges Brassens, les Archives Municipales, le Musée Paul Valéry, le MIAM, ou le Conservatoire comme le Festival des Voix Vives de Méditerranée en Méditerranée.

C'est pourquoi, je vous propose que le Conseil Municipal donne au titre de l'année 2013, une habilitation permanente au Maire pour solliciter auprès du Ministère de la culture, de la Région Languedoc – Roussillon, du Département de l'Hérault, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et de tout organisme public ou privé toutes subventions utiles susceptibles d'aider la Commune dans la réalisations de ses projets culturels prévus et votés au budget 2013.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

SOLLICITE auprès de ces différents organismes la subvention la plus élevée possible pour la réalisation de toutes les opérations évoquées ci-dessus.

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer, au titre de l'année 2013 tous documents se rapportant à ces demandes de subventions ;

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette, le moment venu, du montant de ces subventions

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-235

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

URBANISME

Objet : ACQUISITION D'UN BIEN IMMOBILIER SIS 4, RUE DE LA CARAUSSANE A MME GROSJEAN

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Le Programme de Rénovation des Quartiers Anciens Dégradés prévoit la réalisation d'une opération d'aménagement rue Carausane et notamment son élargissement entre les rues Louis Ramond et Raymond Lefèvre.

Cette opération a été présentée à la population lors d'une réunion publique organisée le 9 mars 2012. Une enquête publique s'est déroulée du 29 août au 2 octobre 2012. Le Commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal administratif de Montpellier, n'ayant relevé aucune opposition à la nécessité d'élargir la rue, a émis un avis favorable sur le projet. Un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique de l'opération d'aménagement Carausane pourrait être pris par M. le Préfet de l'Hérault avant la fin de l'année.

L'opération nécessite la maîtrise foncière des 15 logements situés entre les numéros 4 et 16 bis de la rue. 6 logements ont déjà été acquis par la commune dans le cadre de l'exercice de son droit de préemption.

En date du 24 avril 2012, Madame Monique Grosjean, informée du projet municipal, a proposé à la ville de lui céder pour un montant de 60 000 € le logement de type 2, d'une superficie de 30m², situé 4 rue Caraussane dont elle est propriétaire et qu'elle utilise comme résidence secondaire.

En date du 14 juin 2012, les services de France Domaine ont estimé la valeur vénale du bien à 51 000 €, avec une marge d'appréciation de +/- 10%.

En date du 5 juillet 2012, la ville a proposé à Madame Grosjean d'acquérir son logement pour un montant de 50 000 € net vendeur.

Suite à une demande de réévaluation de la proposition par cette dernière, la commune a fait une nouvelle offre à hauteur de 55 000 €, en date du 18 septembre, que Madame Grosjean a acceptée.

Considérant que la maîtrise foncière de ce logement est indispensable à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement Caraussane, inscrite dans le Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (P.R.Q.A.D) 2011/2017,

Considérant que l'offre d'acquisition est conforme à l'estimation des Domaines,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE l'acquisition par la commune de l'appartement appartenant à Mme Monique GROSJEAN situé sur la parcelle cadastrée sous la section AP 102 pour une superficie de 30 m² pour la somme de 55 000 € (cinquante-cinq mille euros), auquel s'ajouteront les frais d'acte notarial.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document ou acte concernant cette affaire.

DECIDE Que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville
Nature : 2115 Fonction : 820 service : URBA
Opération : 11001

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-236

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

URBANISME

Objet : ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD - AVENANT N° 4 AU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT CONCLU AVEC LA SA ELIT

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du 20 octobre 2005, le Conseil Municipal de Sète a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Entrée Est Secteur Sud.

Par délibération du 20 avril 2006, le Conseil Municipal de Sète a désigné la Société d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT) en qualité de concessionnaire de cette ZAC, a approuvé le traité de concession d'aménagement et a autorisé le Maire à le signer le 20 mai 2006.

Par délibération en date du 22 juin 2010, le conseil municipal de Sète a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Est secteur Sud et a approuvé le montant de la participation Hors Taxe de la collectivité au bilan de l'opération soit 9 270 000 € sur une période prévisionnelle de 2011 à 2016 et suivants.

Par avenant n°1 approuvé par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2010, le périmètre et les modalités d'intervention de la SA ELIT ont été modifiées compte tenu de la mission confiée

par la commune de Sète à l'Etablissement public Foncier Languedoc Roussillon (EPF LR) sur une partie du périmètre de la ZAC.

Par avenant n°2 approuvé par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2011, et selon l'article 17 de la dite Concession d'Aménagement, il a été précisé que la participation de la collectivité publique cocontractante au coût de l'opération est destinée à couvrir l'ensemble des charges de l'opération non couvertes par les produits de l'opération, et que le montant de cette participation issu du Compte Rendu Annuel à la Collectivité est porté à 8 433 000 € hors taxes.

Par avenant n°3 approuvé par délibération du conseil municipal du 5 juin 2012, et selon l'article 20 de la dite Concession d'Aménagement, les parties ont précisé les modalités de rémunération de l'aménageur liée à la modification du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la ville, et la nécessaire imputation par l'aménageur des rémunérations destinées à couvrir ses frais généraux, ainsi que l'affectation au bilan de l'opération des impôts et taxes calculés sur les dépenses et recettes hors taxes constatées.

En vertu de l'article 5 du contrat de concession, la concession d'aménagement a une durée initiale de 9 ans et expire donc le 31 décembre 2015.

Or, la mission confiée par la Ville à la SA ELIT ne peut être achevée dans les délais prévus, du fait de la nécessaire maîtrise foncière de certains immeubles et du ralentissement de la progression des négociations amiables.

Le planning d'acquisition doit être reporté.

De plus, par délibération du conseil municipal du 5 juin 2012, la ville de Sète a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ainsi que son plan de trésorerie pour l'exercice 2011, faisant ainsi ressortir un besoin de financement sous forme d'emprunts de 2 500 000 € sur 7 ans.

Ce financement mobilisable en 2013 sera remboursé en 2020.

Il convient donc de procéder, par un avenant n° 4 annexé à la présente délibération, à la prorogation de la durée de la convention pour une durée de 5 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE l'avenant n°4 à la Convention Publique d'Aménagement du 20 mai 2006 qui fixe son terme au 31 décembre 2020.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents consécutifs à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-237

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

URBANISME

Objet : VERSEMENT D'UNE INDEMNITE D'EVICITION COMMERCIALE AU 53 RUE JEAN JAURES A LA SOCIETE BOUDJERIDA SI ABDALLAH

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Francis HERNANDEZ donne pouvoir à François COMMEINHES, Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par décision du Maire en date du 4 août 2011, la commune a exercé son droit de préemption afin d'acquérir le local commercial situé 53 rue Jean Jaurès pour un montant de 28 000€. La maîtrise publique de ce lot est nécessaire pour engager et mener à bien l'opération de restauration immobilière de l'îlot Jean Jaurès, dans lequel l'immeuble du 53 Jean Jaurès occupe une position centrale et stratégique.

La prise de possession du bien préempté n'a pu être réalisée jusqu'à ce jour car il était frappé d'une hypothèque que ne couvrait pas le montant de la vente, rendant l'aliénation du bien irréalisable. L'actuel propriétaire est aujourd'hui en capacité de liquider les créances attachées au local commercial. Il devient dès lors possible de poursuivre la préemption et de parvenir à la signature d'un acte authentique de vente.

Le local est occupé par la société Boudjerida Si Abdallah qui y développe une activité de taxiphone, enregistrée à la chambre de commerce de Sète. Un bail commercial d'une durée de 9 ans signé le

1^{er} avril 2008 lie le commerçant au local. Or, afin de pouvoir exécuter les travaux de restauration immobilière tels que prescrits dans le dossier de Déclaration Utilité Publique, il y a nécessité que le local commercial du RDC soit libre d'occupation.

Aussi, il a été convenu avec l'occupant la résiliation pure et simple du bail commercial moyennant le versement d'une indemnité d'éviction de 8 000 €.

Les services de l'Inspection des Domaines ont été consultés pour évaluer le montant de cette indemnité et l'ont jugée conforme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

La résiliation du bail commercial de la SARL Boudjerida Si Abdallah

APPROUVE

le versement d'une indemnité d'éviction à la SARL Boudjerida Si Abdallah d'un montant de 8 000 Euros

AUTORISE

le Maire à signer l'acte à intervenir,

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la ville sous l'imputation :

Nature : 6718 Fonction : 020

service : PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-238

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

URBANISME

Objet : CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT PRI ILE SUD - COMPTE RENDU
ANNUEL A LA COLLECTIVITE - ANNEE 2011

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SEM SA ELIT en vertu d'une Convention Publique d'Aménagement adoptée en Conseil Municipal le 26 septembre 2002 et complétée par quatre avenants approuvés en Conseil Municipal le 16 décembre 2003, le 15 mai 2006, le 9 décembre 2009 puis le 27 septembre 2011, soumet à l'approbation de la collectivité le Compte-rendu Annuel d'Activités des opérations qui lui sont confiées.

Le compte-rendu d'activités 2011 du périmètre de Restauration Immobilière Ile Sud (PRI ILE SUD) présenté par la SA ELIT détaille l'avancement de l'opération, les acquisitions et les cessions de l'année ainsi que le bilan financier et le plan de trésorerie au 31 décembre 2011.

Concernant le déroulement de l'opération en 2011 :

- L'année 2011 a ouvert une nouvelle période opérationnelle grâce au dispositif PNRQAD dont bénéficie la Ville de Sète.
- Elle a permis de concrétiser la vente des deux plus importantes copropriétés dans le cadre du dispositif de défiscalisation Malraux et dont la restauration immobilière est aujourd'hui engagée.
- L'ensemble des cessions 2011 s'élève à 1 304 322,00 € HT
- le montant des acquisitions pour la même année est de 540 750,00 €.
- les chantiers en cours du 26 rue Honoré Euzet (parcelle AM82), du 7 & 9 rue Fondère (AM20 & AM21) et du 41 rue Maurice Clavel ont été livrés en 2011.
- Ont également été préparés les démolitions prioritaires en cœurs d'îlots, au titre du PNRQAD, à réaliser en 2012 et 2013.

Enfin pour les deux années à venir 2012 et 2013, les objectifs de l'opération ont été révisés à la hausse. En effet l'opportunité de réhabiliter entièrement trois immeubles très dégradés et insalubres représentant une trentaine de logements et dont les copropriétés fragiles sont inopérantes sont à prendre en compte au titre du PNRQAD avant la fin de la concession.

Pour cette raison, il est ainsi proposé de proroger d'une année et demie supplémentaire la durée de la Convention Publique d'Aménagement PRI Sud, afin que cette dernière s'achève au 30 juin 2014 au lieu du 31 décembre 2012 et d'actualiser le bilan prévisionnel de l'opération en intégrant ces nouvelles opérations. Ce nouveau bilan comporte une augmentation de la participation de la Ville qui bénéficie par ailleurs du reversement de la Subvention ANRU-PNRQAD sur le déficit foncier pris en compte par l'ANRU.

Concernant l'état des engagements financiers et le plan de trésorerie prévisionnel :

- Le montant des dépenses s'élève à 12 278 000,00 €, dont 72 % réalisé au 31 décembre 2011 (8 810 000 €).
- Le montant des recettes s'élève à 12 278 000,00 €, dont 54 % réalisé au 31 décembre 2011 (6 607 000 €)
- Le reversement de la subvention ANRU, évaluée à 400 000,00 € sur la base du déficit foncier prévisionnel des immeubles retenus, s'élève à 120 000,00 € en 2012 puis 280 000 € en 2013.
- Le bilan de l'opération au 31 décembre 2011 s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 12 278 000 €.
- Le bilan affiche une participation de la Ville actualisée, portée de 1 911 000,00 € HT à 3 165 000,00 € HT, dont le solde sera versé sur les exercices 2012, 2013 et 2014.
- Conformément au compte rendu de l'exercice précédent, la Ville de Sète a versé, sur la période 2006 à 2011, sa participation à l'équilibre de l'opération pour un montant de 1 532 000,00 € HT au 31 décembre 2011, sur un montant global de 3 165 000,00 €.
- Par conséquent la Ville devra s'acquitter du solde de sa participation par acompte, sur les exercices 2012 pour un montant de 379 000,00 €, 2013 pour un montant de 1 000 000,00 €, et 2014 pour un montant de 254 000,00 €.
- La SA ELIT remboursera à la Ville le complément de la subvention qu'elle percevra de l'ANRU d'un montant estimé de 400 000,00 €.
- Globalement la SA ELIT a reçu de la Ville de SETE des avances de trésorerie à hauteur de 633 372,50 €. Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) des années 2003 à 2006 précisent l'affectation de ces sommes.

- De son côté la SA ELIT a respecté ses engagements sur 2006 à 2010, à savoir le remboursement total des avances reçues de la Ville à hauteur de 633 372,50 €
- La SA ELIT remboursera au 31 décembre des exercices 2012 et 2013, la nouvelle avance financière annuelle d'un million d'euros.
- Un cinquième avenant sera proposé au vote du Conseil Municipal pour proroger la durée de la concession d'aménagement, ainsi que le montant de la participation de la Ville

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2011 de l'opération PRI Ile Sud de Sète annexé à la présente

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2011

APPROUVE le bilan prévisionnel actualisé des activités

APPROUVE le plan de trésorerie actualisé

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 28 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-239

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

URBANISME

Objet : CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT PRI - ILE SUD - AVENANT N° 5 AU TRAITE DE CONCESSION

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Josette FAURA, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2002, la Ville de Sète a approuvé la Convention Publique d'Aménagement entre la Ville de Sète et la Société d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT) confiant à cette dernière l'opération d'aménagement foncier et d'urbanisme dénommée « PRI Quartier Ile Sud ». La Convention a fait l'objet d'une signature le 4 Octobre 2002.

Par Délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2003, la Ville de Sète a approuvé l'avenant n°1 à la Convention Publique d'Aménagement entre la Ville de Sète et la Société d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT), portant sur la modification de l'article 20 « Rémunération de la société ».

Par avenant n° 2 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 15 mai 2006, il a été défini le montant actualisé de la participation Hors Taxes de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2005, soit un montant de 1 080 000,00 € HT.

Par avenant n° 3 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 9 décembre 2009, il a été défini le montant actualisé de la participation Hors Taxes de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2008, soit un montant de 1 759 000,00 € HT.

Par avenant n° 4 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2011, il a été défini le montant actualisé de la participation Hors Taxes de la collectivité issu du compte rendu annuel au 31 décembre 2010, soit un montant de 1 911 000,00 € HT.

Selon l'article 17 de la dite Convention Publique d'Aménagement, l'Aménageur doit préciser et soumettre par avenant à l'assemblée délibérante le montant actualisé de la participation Hors Taxes de la collectivité au bilan de l'opération, issu du compte rendu annuel à la collectivité.

Le compte rendu annuel arrêté au 31 décembre 2011, approuvé par le Conseil Municipal du 13 novembre 2012, révisé le montant de la participation communale pour le porter de 1 911 000,00 € HT à 3 165 000,00 € HT.

Ce compte rendu annuel met en évidence la nécessité de prolonger d'un an et demi la convention afin de faire face à l'augmentation des objectifs réalisables en 2012 et 2013.

Il intègre également les modifications réglementaires concernant l'imputation des charges réelles sur le compte de l'opération, applicable à partir de l'exercice 2012.

Les parties ont donc convenu d'établir un avenant conformément à l'article 5 de la convention initiale :

L'article 1 de cet avenant modifie l'article 17 – IV de la Convention Publique d'Aménagement du 4 octobre 2002 pour porter la participation de la Ville destinée à couvrir l'ensemble des charges de l'opération non couvertes par les produits de l'opération de 1 911 000,00 € HT à 3 165 000,00 € HT.

L'article 2 modifie l'article 5 - alinéa 2 de la convention initiale pour proroger d'un an et six mois la durée initiale de la convention, dont la nouvelle date d'expiration est le 30 juin 2014.

L'article 3 modifie l'article 20 alinéa 1 de la convention initiale : « L'aménageur n'est pas autorisé à imputer ses charges réelles de fonctionnement au compte conventionnel de l'opération mais seulement à imputer forfaitairement des rémunérations destinées à couvrir ses frais généraux. Les impôts et taxes applicables sur les exercices 2012 et suivants (Organic, Taxes sur les Salaires et Autres Taxes) calculés sur les recettes HT constatées dans l'opération seront affectés au bilan de l'opération ».

L'article 4 maintient toutes les autres dispositions de la convention du 4 octobre 2002 et de ses avenants 1, 2, 3 et 4.

L'article 5 rappelle les modalités d'application définies par l'article 5 de la convention initiale.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

l'avenant n° 5 à la Convention Publique d'Aménagement « PRI Quartier Ile Sud » du 4 octobre 2002 conclue avec la SA d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT), annexé à la présente.

AUTORISE

Monsieur le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents consécutifs à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 28 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-240

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

ACTION SOCIALE

Objet : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL - VENTE PAR L'O.P.H DE SETE DE 49
PAVILLONS AUX LOCATAIRES EN PLACE OU A LEURS AYANTS DROIT - CITE
LES METAIRIES

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 26/06/2012, le Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) de Sète a décidé de proposer la vente aux locataires en place des 49 pavillons de la Cité Les Métairies (rues Monseigneur Jarlin, Mariotte et Roberval), dans le cadre de sa Convention d'Utilité Sociale. Les propositions seront établies après estimation des services des domaines.

L'OPH précise que cette vente ne réduira pas l'offre locative, car les fonds disponibles seront consacrés à la construction neuve et aux remboursements des capitaux restant dus sur les emprunts garantis par la Ville de Sète.

Le Conseil Municipal est invité à émettre un avis sur ce projet, avant qu'il ne soit ensuite transmis pour accord à l'Etat. Cet avis doit également inclure le fait que la garantie de la Ville de Sète sur les emprunts en cours reste maintenue jusqu'au remboursement total. L'OPH a transmis à la ville une liste récapitulative des emprunts concernés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET un avis favorable au projet présenté par l'Office Public de l'Habitat de Sète

CONFIRME les garanties accordées par la Ville de Sète sur les emprunts restant en cours pour ces logements jusqu'à leur remboursement total

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 27 – ABSTENTION : 9 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-241

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : SERVITUDE DE PASSAGE - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU - PARCELLE AP N° 1 - BALARUC LE VIEUX

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la réalisation d'un réseau d'eaux usées sur la Route Départementale N° 2^E3 entre la Commune de BALARUC-LE-VIEUX et celle de GIGEAN, la Communauté d'Agglomération de Bassin de Thau a positionné la canalisation en traversée du terrain cadastré dans la Section AP N° 1 appartenant à la Commune de SETE sur le territoire de la Commune de BALARUC-LE-VIEUX.

Il est donc nécessaire d'établir par acte notarié une servitude de passage pour réseaux enterrés sur cette parcelle de terrain constituant l'assiette du fonds servant conformément à l'article L 152-1 du code rural. Cette servitude, d'une largeur de 3 mètres, soit 1 mètre 50 de part et d'autre de l'axe du réseau d'eaux usées positionné dans le terrain et sur toute la longueur traversant la propriété, bénéficiera à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau.

Il s'agit d'une servitude consentie à titre gratuit, réel et perpétuel.

Tous les frais, droits et émoluments liés à l'établissement de l'acte notarié seront supportés par la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la présente délibération

AUTORISE Le Maire ou l'élu délégué à signer l'acte relatif à la constitution de la servitude ainsi que tous les documents s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUEt



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-242

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : TRANSFERT DE GESTION AU PROFIT DE LA COMMUNE DES BORDS DE
L'ETANG DE THAU

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète souhaite valoriser le rivage de l'Etang de Thau, dans sa partie urbaine.

Elle avait déjà effectué le réaménagement de la promenade du Barrou, le long du chemin des Hirondelles jusqu'à l'extrémité Est de l'échangeur Paul Marsault.

Dans le prolongement de cet aménagement, la Ville souhaite conduire un projet d'ensemble du rivage de l'Etang de Thau. Il s'agirait :

- de reprendre l'actuel aménagement très dégradé de la promenade du Barrou, sur le côté est de la pointe du Barrou ;
- de valoriser l'aspect naturel du rivage sur le côté Ouest de la pointe du Barrou jusqu'à l'extrémité du Canal des Quilles (promenade des Cabilloules)
- de préserver sur la totalité la libre circulation piétonne (principe du « chemin des douaniers »)
- de procéder à un entretien régulier de ces berges, tant en terme de cheminement qu'en terme paysager et floral.

Ces zones font partie du Domaine Public Maritime, et, à ce titre, sous gestion des services de la Direction Départementale des territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM34), avec cependant assez peu de moyens pour en faire l'entretien voire le réaménagement.

C'est pourquoi, afin que la Ville de Sète puisse mener à bien ce projet de valorisation du rivage de l'Etang, il convient de demander aux services de l'Etat de procéder à un transfert de gestion, sur la base de l'article L2123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, de ces bords de l'Etang, depuis l'extrémité Ouest du chemin des Hirondelles, jusqu'à la promenade des Cabilloules, au quartier du Pont Levis.

Ce transfert serait effectué selon le périmètre du Domaine Public Maritime, tel qu'établi et actualisé par les services de la DDTM (plan ci-annexé), à l'exclusion du périmètre du Port conchylicole du Barrou et du Lycée de la Mer.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DEMANDE

le transfert de gestion au profit de la Commune des bords de l'Etang de Thau, selon la délimitation ci-dessus exposée

AUTORISE

le Maire à signer toutes les pièces et à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la bonne fin du présent dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-243

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : TRANSFERT D'UNE SECTION DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 2 DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

La RD 2 est un axe structurant de la ville de Sète, qui assure la continuité de la RD112 via le rond point du pont levis vers la ville d'Agde. Elle constitue l'entrée de la ville côté ouest, avec un point de passage très fréquenté s'inscrivant dans la ceinture du mont Saint Clair. La section considérée s'étend du giratoire de l'Europe au giratoire du Vignerai.

Par délibération en date du 13 décembre 2007, le Département a décidé de réaliser des travaux de réaménagement de cette voie en boulevard urbain, entre le PR 45 + 101 et PR 45 + 506 (cf. plan annexé à la présente)

Une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la commune de Sète a été signée le 21 avril 2008, pour mener à bien ces travaux de requalification qui se sont achevés en juin 2011 par la livraison des aménagements paysagers.

Conformément aux accords initiaux, et à l'article L. 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, il y a donc lieu de transférer la section de la RD2 au profit de la commune dans la continuité du boulevard Joliot Curie.

Il est donc convenu la cession, du domaine public départemental au domaine public communal, des dépendances routière du Boulevard Camille Blanc, partie comprise entre les PR 45 +101 et PR 45 +506.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

cette cession amiable à titre gratuit, des dépendances routières sus mentionnées par le Département de l'Hérault à la Commune de Sète, et donc du transfert de domanialité du domaine public départemental au domaine public communal, les frais éventuels inhérents à cette cession restant à la charge du Conseil Général de l'Hérault.

APPROUVE

l'incorporation desdites parcelles dans le domaine public communal

AUTORISE

le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-244

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : GESTION ET EXPLOITATION DE LA CAFETERIA DU MUSEE PAUL VALERY -
ANNEES 2013 A 2018 - APPROBATION DU CHOIX DU DELEGATAIRE -
AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération n° L-2012-082 en date du 24 avril 2012, vous avez adopté le lancement d'une procédure de délégation de service public par affermage de la cafétéria du Musée Paul Valéry à compter de la notification du contrat de délégation jusqu'au 31 décembre 2018.

Le rapport de présentation qui vous a été adressé le 24 octobre 2012, conformément à l'article L 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, développe les objectifs poursuivis et le contenu des prestations demandées au futur délégataire.

Je vous précise que le CTP, réuni le 07 février 2012 et la CCSPL réunie le 12 avril 2012, ont été consultés sur le principe de cette délégation de service public.

Après la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, une seule Société a fait acte de candidature et remis une offre, la SARL «BRASSERIE DES ARTS » dont le gérant est Monsieur Thierry PUCH ;

La CDSP s'est réunie le 18 juillet 2012 et a émis un avis favorable sur cette candidature mais a demandé le 27 juillet 2012 à Monsieur le Maire d'initier des négociations afin d'obtenir une meilleure offre financière sur la partie fixe annuelle de la redevance.

Monsieur le Maire a, par écrit le 28 août 2012, entamé des négociations avec ce candidat dans ce sens..

La Société ayant répondu par une meilleure offre (4.200 € par an) , Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver le choix de cette Société.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>APPROUVE</u>	le choix du soumissionnaire précité, soit la Société BRASSERIE DES ARTS, pour la durée courant de la date de notification du contrat de délégation au 31 décembre 2018,
<u>APPROUVE</u>	le montant de l'offre du candidat retenu, soit 4.200 € par an révisable ainsi que le pourcentage fixé annuellement à 4 % du CA,
<u>APPROUVE</u>	le contrat de délégation qui en découle,
<u>AUTORISE</u>	le Maire à le signer ainsi que tout document s'y rapportant,
<u>AUTORISE</u>	le Trésorier municipal à faire recette, le moment venu, des redevances d'occupation du DP sous les imputations suivantes : Nature : 70388 – Fonction 91 – Service DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-245

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

INTERCOMMUNALITE

Objet : CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES VILLE DE SETE/THAU
AGGLO POUR RAMASSAGE DES ENCOMBRANTS

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la convention liant Thau agglomération et la Ville de Sète dans le cadre d'une prestation de services ponctuelle pour le ramassage des encombrants. Thau Agglomération est compétente en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers dans leur ensemble.

Toutefois, les services techniques de la Ville disposent de moyens et de personnel qualifié plus adaptés à la collecte spécifique des encombrants

Conformément à l'article L5211-4-1 du code Général des collectivités territoriales, cette prestation de service ponctuelle entre Thau agglomération et la Ville de Sète permet d'assurer une meilleure qualité du service public et de rationaliser les coûts.

Afin d'en définir les modalités pratiques et les conditions financières, une convention a été élaborée et annexée à la présente délibération. Elle prendra fin au 31 Décembre 2012.

A la signature de cette convention Thau Agglomération procédera à l'organisation de ces opérations d'enlèvements par quartier, à des dates fixes, selon une périodicité trimestrielle et sur appels téléphoniques opérationnels.

Ce service sera assuré dans notre ville :

- régulièrement par Thau Agglomération
- ponctuellement et sur demande expresse de Thau Agglomération par le service municipal du SMIR.

Thau Agglomération formulera par mail ou fax au SMIR ses demandes d'intervention :

- avant midi pour un signalement du SMIR intervenu dans la matinée,
- avant 17h pour un signalement du SMIR intervenu dans l'après-midi.

La Commune quant à elle, mettra partiellement à la disposition de Thau Agglomération ses moyens, soit deux agents et un véhicule de type camion benne de moins de 3.5 tonnes pour des prestations qui donneront lieu à établissement d'un état trimestriel sur la base tarifaire de 35 euros/heure

Le volume consacré à cette prestation en 2011 a été de 620 heures pour un montant de 21 700 euros Pour 2012, le montant prévisionnel est de 23 000 euros pour 657 heures qui seraient réalisées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

CONSIDERANT la nécessité de ramasser les déchets encombrants produits par les ménages sur la Commune de SETE

CONSIDERANT qu'il apparaît plus efficace que ce service soit réalisé par des agents de la Commune dans la mesure où elle dispose du matériel et du personnel adapté.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de régler les modalités de mutualisation des services entre Thau Agglomération et la Commune de Sète par une convention

CONSIDERANT l'avis de la commission déchets de Thau Agglomération en date du 12 MAI 2010 et la décision du Bureau Communautaire du 18 avril 2012

CONSIDERANT que cette convention a été soumise au Comité Technique Paritaire du 19 Juin 2012,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention ci annexée entre Thau Agglomération et la Ville de Sète

AUTORISE le Maire à signer ladite convention

DECIDE que les recettes seront affectées au service SMIR :

Nature : 70878 Fonction : 821 Service : SMIR

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-246

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

INFORMATIQUE

Objet : CONVENTION DE MISE EN OEUVRE DE LA TELETRANSMISSION DES ACTES
SOU MIS AU CONTROLE DE LEGALITE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rodolphe MEZAN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La dématérialisation des procédures et des actes fait partie des outils de modernisation de la gestion publique.

Par délibération en date du 25 septembre 2012 nous avons délibéré à cet effet. Or il s'avère que les services préfectoraux nous ont informés que le modèle de convention annexé a été modifié

D'autre part, il apparaît opportun d'étendre la dématérialisation à tous les actes dont la télétransmission est autorisée (RH, Actes administratifs, Actes budgétaires...)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la présente convention, en lieu et place de celle annexée à la délibération du 25 septembre 2012,

Autorise le Maire, ou l'élu délégué, à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

Autorise le Maire, ou l'élu délégué, à signer les éventuels avenants modifiant le périmètre de la convention.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUEt



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-247

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

SECURITE

Objet : CONVENTION DE MISE EN PLACE DU PROCES-VERBAL ELECTRONIQUE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Michel BODART Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le procès-verbal électronique (PVe) a été mis en place au sein de la police nationale et de la Gendarmerie en mars 2011, conformément aux principes définis par la modernisation de l'Etat. Il permet une simplification des tâches, un gain en effectifs, un meilleur archivage, une augmentation du taux de recouvrement des amendes, une équité entre les contrevenants et un suivi de l'activité en temps réel.

Maintenant étendu aux collectivités territoriales ce système est appelé à remplacer progressivement les contraventions « papier » ainsi que la gestion administrative qui en dépendait.

Cette dématérialisation de la gestion des infractions routières participe à la politique d'amélioration de la qualité et de modernisation du service public visant à accroître la sécurité routière. Elle simplifiera la tâche des agents sur le terrain, limitera les erreurs, améliorera leurs conditions de travail et réduira, à terme, les coûts de gestion.

Par ailleurs, la loi de finances rectificative n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 ayant mis à la charge des communes, l'encaissement des amendes forfaitaires résultant des contraventions réprimées par le Code de la Route et établies par les agents de la Police Municipale, ce processus permettra d'éviter à la commune une dépense de fonctionnement annuelle importante qu'aurait nécessité cette prise en charge qui sera avec le PV électronique assurée par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) et le Centre National de Traitement (CNT).

Un fonds d'amorçage est prévu par la loi de finances rectificative pour 2010 (Loi n° 2010- 1658 du 29 décembre 2010, article 3) pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2011. La Ville pourra ainsi bénéficier d'une participation financière de l'Etat pour l'acquisition des matériels nécessaires à concurrence de 50 % de la dépense, dans la limite de 500 € par terminal.

Les coûts d'acquisition des matériels, logiciel et de mise en place sont estimés à 10.000 € et la participation financière de l'Etat est évaluée à 3 000 €. Ces crédits sont disponibles au budget de l'exercice en cours.

La mise en œuvre du processus de PV électronique nécessite conformément au décret n° 2011-348 du 29 mars 2011, la passation d'une convention entre la Préfecture et la Ville précisant les engagements de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), du Préfet et du Maire, convention ci-jointe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>APPROUVE</u>	la convention ci-annexée entre l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (A.N.T.A.I), représentée par le Préfet de l'Hérault et la Ville de Sète
<u>AUTORISE</u>	le Maire à la signer
<u>AUTORISE</u>	le Maire à solliciter les subventions nécessaires à la réalisation de cette opération auprès de l'A.N.T.A.I
<u>DECIDE</u>	que les recettes seront affectées au Budget INF Chapitre 74 (dotations et participations) – article 74718 (participations Etat)

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-248

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

EAU

Objet : CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA VILLE DE SETE ET THAU AGGLO POUR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE (AEP) SPECIFIQUES A LA DEFENSE INCENDIE DU THEATRE MOLIERE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de sa compétence pour la gestion des équipements culturels sur son périmètre, la communauté d'agglomération du Bassin de Thau « Thau AGGLO » a ouvert depuis septembre 2011 le grand chantier de rénovation du théâtre Molière à Sète.

Au cours de l'exécution des travaux, une étude, étroitement menée par plusieurs services concernés, (Thau AGGLO, la ville de Sète, le SDIS, le délégataire en eau potable de la ville de Sète-VEOLIA eau et le maître d'œuvre « réseaux » du théâtre Molière - BET SP2i) a démontré la nécessité de renforcer la défense incendie du théâtre Molière.

Il en ressort que :

- Le réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Sète sur lequel est raccordé le Théâtre Molière ne peut fournir les débits incendie réglementaires.
- La protection extérieure par les deux poteaux incendies existants n'est pas suffisante.

La mise en conformité des installations de protection « incendie », nécessite selon le délégataire en charge de la gestion du service de distribution d'eau potable de la Ville de Sète, VEOLIA eau, un renforcement des alimentations en eau de cet équipement.

Les travaux seront réalisés, rue Pons de l'Hérault et rue Proud'hon, par le fermier « VEOLIA eau » en charge du réseau d'eau potable sur la Ville de Sète, compte tenu du caractère particulier de ces travaux et des engagements du fermier dans les études qu'il a réalisées pour obtenir les débits requis après travaux.

Selon le devis établi sur la base du bordereau des prix du contrat d'affermage avec application d'un rabais contractuel de 15 % et de 1,78% pour la non application de l'actualisation, le coût des travaux s'élève à 62 227,65 € TTC et sont définis selon la répartition suivante :

- **Thau Agglo :**
 - o Raccordement avenue Victor Hugo : 6 143,15 € HT soit 7 347,21 € TTC
 - o Fourniture et pose d'une conduite Ø 250 mm : 38 166,47 € HT soit 45 647,10 € TTC
 - o Branchement A.E.P Ø 40 : 2 792,50 € HT soit 3 339,83 € TTC
 - o Suppression de 5 branchements du théâtre Molière : 1 963,81 € HT soit 2 348,72 € TTC
- **Ville de Sète**
 - o Raccordement rue Baudin : 2 963,88 € HT soit 3 544,80 € TTC

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du ou des marchés et levée de toutes les réserves ; elle définit les modalités techniques, administratives et financières des travaux.

La Ville de Sète est maître d'ouvrage de la totalité de ces travaux

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE La convention financière à passer avec THAU AGGLO pour Les travaux de renforcement du réseau d'eau potable spécifiques à la défense incendie du Théâtre Molière

AUTORISE Le Maire de Sète ou son représentant, à signer la convention ainsi que tous les documents s'y référant.

DECIDE Que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus au budget de l'eau :
Nature : 2315 Service : PLANRES

AUTORISE Le trésorier municipal à faire recette sur le budget de l'eau
Nature : 1315 Service : PLANRES

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-249

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

EAU

Objet : BAIL A CONSTRUCTION A L'ENVERS POUR LA REALISATION D'UN RESERVOIR D'EAU POTABLE A SAINT-CLAIR

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète assure à ce jour la distribution d'eau potable.

Pour ce faire, plusieurs réservoirs sont répartis sur son territoire.

Cependant, le réseau souffre d'un déficit de volume de stockage : notamment sur Saint Clair, mais également sur le Centre Ville avec le seul réservoir de la Caraussane. Le réservoir de saint Clair existant (d'un volume d'environ 1000 m3) ne permet une autonomie que d'environ 4 heures en période estivale, rendant très fragile la distribution d'eau potable dans ce quartier.

Il a donc été envisagé d'en augmenter le volume. L'extension du réservoir existant s'avérant extrêmement complexe techniquement et très limitée en termes de volume étant donnée la configuration des lieux, il est aujourd'hui proposé de construire un nouveau réservoir d'une capacité de 1 600 m3 sur la parcelle délimitée sur le plan joint à la présente, issue de la division de

la parcelle AP 369 appartenant à l'Association des Amis des Missionnaires de la Salette, raccordé hydrauliquement avec celui existant.

L'association a bien évidemment accepté le projet de construction et l'a confirmé par écrit au moment du dépôt du permis de construire

Cette parcelle a fait l'objet d'une division par document d'arpentage en date du 04 octobre 2012, en 2 surfaces. De cette division a été élaboré un état descriptif de division en 3 volumes.

- Le volume 1(a) correspondant au réservoir proprement dit (d'une superficie de 357 m² au sol) destiné à revenir à la ville
- Le volume 1(b) correspondant à la partie supérieure du réservoir (d'une superficie de 131 m²) destiné à revenir à la ville
- Le volume 2 à usage de terrain (226m²). : L'association propriétaire actuel du foncier, gardera la propriété de ce volume grevée de diverses servitudes.

Conformément aux dispositions des articles L-251-1 et suivants du code de la Construction et de l'habitation, il convient d'élaborer un bail à construction dit « à l'envers », permettant à la collectivité de conserver la propriété de l'ouvrage construit en fin de bail qui intégrerait les conditions suivantes :

- le grand coté du futur réservoir, rectangulaire, sera parallèle au chemin des pèlerins.
- la partie supérieure du réservoir sera couverte de terre végétale afin d'assurer la continuité planimétrique avec le terrain existant et de permettre à l'association de l'utiliser dans la mesure où les activités restent compatibles avec la charge admissible par la structure du réservoir.
- le bail à construction à l'envers sera conclu pour une durée de 99 ans. La commune se laisse le droit de mettre fin à ce dernier si le besoin de cette capacité supplémentaire de stockage d'eau potable sur le Mont Saint Clair s'avérerait inutile. Dans cette hypothèse, l'association des amis des missionnaires de la Salette deviendra immédiatement propriétaire du réservoir qui ne serait pas détruit, sans versement par la commune d'une quelconque indemnité.
- Une servitude de passage sera créée dès l'origine au profit de la commune pour la construction, l'entretien et les éventuelles réparations ultérieures du réservoir.
- Des servitudes générales comprenant :
 - o Servitudes d'appui, d'accrochage et de prospect
 - o Servitudes relatives aux canalisations, gaines, ventilations
 - o Servitudes d'écoulement d'eau
 - o Servitude non aedificandi et d'interdiction de plantations au dessus du réservoir.
- Le service des domaines a évalué la valeur vénale à 143 600 € et la valeur locative à 5 200 € par an selon un capital de 143 600 € placé à 3.5 % pendant 99 ans. Il a été convenu avec l'association de fixer le loyer global à 5 000 € par an réparti de la façon suivante : partie locative à 3 750 € et partie acquisition à 1 250 €.. Le loyer sera revu annuellement. La révision interviendra par application de l'indice ICC dont l'indice de base retenu est celui du dernier indice paru, A la date de signature du bail
- la ville de Sète prendra à sa charge l'aménagement intérieur et l'amenée des fluides, depuis les réseaux existants sur la parcelle, pour 2 sanitaires et 1 lavabo dans le local existant à l'ouest de la parcelle, dès que SFR l'aura débarrassé de ses équipements.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de signer un bail à construction avec l'Association des Amis des Missionnaires de la Salette, 9 chemin de la Viotte, 38700 La Tronche, sur la parcelle AP 369 afin d'y réaliser un réservoir d'eau potable.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la promesse de bail à construction à l'envers, l'acte authentique qui en découlera, ainsi que tout document s'y rapportant

DECIDE Que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet : sur budget Eau
Nature : 6132 Service : PLANRES Opération : 10001

AUTORISE Le Trésorier Municipal à payer la dépense le moment venu du montant du loyer sur les crédits prévus à cet effet

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 28 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-250

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

FINANCES

Objet : TAXE DE SEJOUR - FIXATION DE NOUVEAUX TARIFS - DEFINITION DU DISPOSITIF DE PERCEPTION DE LA TAXE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Marie-Thérèse MATTERA donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Francis HERNANDEZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 30 septembre 2008, nous avons adopté les nouveaux tarifs de la taxe de séjour dont le produit, je vous le rappelle, est reversé à l'Office de Tourisme constitué en EPIC.

Sont soumis à la taxe de séjour les résidents saisonniers, qui ne sont pas domiciliés dans la commune ou n'y possèdent pas une résidence pour laquelle ils paieraient la taxe d'habitation, ainsi que le stipule l'art. L. 2333-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En effet, la taxe de séjour est perçue par l'hébergeur mais payée par le client, par addition au montant des services d'hébergement temporaire ;

Pour ce qui concerne la taxe de séjour forfaitaire, le redevable n'est plus la personne qui séjourne sur le territoire de la commune, comme pour la taxe de séjour, mais la personne physique ou morale qui donne en location un bien ; ainsi qu'il est mentionné dans l'article L. 2333-41 du CGCT, la taxe de séjour forfaitaire est établie sur les logeurs, hôteliers et propriétaires qui hébergent les personnes

visées à l'article L. 2333-29 du CGCT. Elle est assise sur la capacité d'accueil et le nombre de nuitées comprises à la fois dans la période d'ouverture de l'établissement et la période de perception déterminée par le Conseil Municipal.

Pour l'application de l'article L. 2333-41, le nombre d'unités de capacité d'accueil de chaque établissement correspond au nombre de personnes que celui-ci est susceptible d'héberger.

Jusqu'à ce jour, seule la taxe de séjour au réel est instituée sur le territoire de notre commune, son produit est reversé à l'Office de Tourisme municipal dans la mesure où ce dernier est constitué en Etablissement Public Industriel et Commercial, ce qui est le cas à Sète

- 10 % de ce produit, perçu sous forme de taxe additionnelle est reversé au Conseil Général.

Les fonds collectés sont destinés à favoriser le développement et la fréquentation touristique sur le territoire de la commune ; l'ensemble des acteurs économiques du tourisme bénéficient ainsi concrètement des retombées générées par la taxe de séjour.

Depuis la précédente délibération, la loi 2009-888 du 22 juillet 2009 a réformé le classement des hébergements de tourisme, classement qui relève désormais d'Atout France et non plus des services préfectoraux ; cette loi a également rendue obligatoire la déclaration des meublés de tourisme même si le classement demeure facultatif.

Le décret 2011-1248 du 6 octobre 2011, pris pour son application, a modifié les barèmes de taxe de séjour.

Le produit de la taxe de séjour, dont le montant s'est élevé à plus de 300 000 euros en 2011 (déduction faite de la taxe additionnelle reversée au Département), constitue une part importante des ressources de l'Office de Tourisme, à côté de la subvention municipale.

En outre, la recherche de financements propres que permet le statut d'établissement industriel et commercial de l'Office de Tourisme est l'un des axes d'action du projet d'activités de l'établissement.

Pour autant, la compétence de l'Office de Tourisme étant avant tout la promotion et la valorisation des produits touristiques, sa marge d'action reste soumise au souci de ne pas concurrencer les professionnels qui interviennent sur le territoire de la commune.

A cet égard, l'optimisation du produit de la taxe de séjour permet d'obtenir une source de financement qui ne porte pas préjudice aux professionnels et permet de maintenir, voire de réduire le montant de la subvention municipale, afin de ne pas grever le budget communal.

Depuis 2011, la Commune s'est dotée d'un nouvel outil de gestion de la taxe de séjour, offrant aux hébergeurs la possibilité de procéder à leur déclaration en ligne, voire de payer la taxe de séjour pour les hébergeurs non professionnels.

L'objet de la présente délibération est d'adopter les nouveaux tarifs de la taxe de séjour applicables au 1^{er} janvier 2013 selon un nouveau barème.

Ce projet inclut l'instauration de la taxe de séjour forfaitaire applicable aux ports de plaisance ; je vous sou mets donc également le nouveau barème pour les ports de plaisance implantés sur le territoire de notre commune.

La taxe de séjour forfaitaire pour les ports de plaisance est perçue en fonction de leur capacité d'accueil et de leur période d'ouverture. Bien que due par les plaisanciers, les déclarations et le paiement sont effectués par le gestionnaire du port. Cette forme de taxation paraît plus adaptée et de nature à éviter des litiges portant sur le nombre de personnes ayant effectivement séjourné dans le port considéré.

Ainsi que le précise la circulaire n° NOR/LBL/B103/10070/C du 03 octobre 2003 présentant le régime de la taxe de séjour, il s'agit, pour les ports de plaisance, des emplacements ou anneaux

loués dans les ports, sans référence à la qualité de l'habitable ni à l'occupation réelle ou supposée du bateau. La location ou l'achat d'un anneau saisonnier déclenche la taxation.

Cette taxe se distingue de la taxe de séjour au réel sur deux points principaux.

-Elle est assise sur la **capacité d'accueil** de l'établissement et non plus en fonction du nombre de nuitées.

-Le redevable de la taxe est le **logeur** et non le vacancier. Aucune des exonérations prévues pour la taxe de séjour n'est donc applicable.

La période d'assujettissement à la taxe de séjour forfaitaire est fonction de la période de perception votée par la commune d'une part, et de la période d'ouverture de l'établissement d'autre part.

La taxe de séjour au réel est due par les personnes hébergées à titre onéreux dans les établissements suivants : hôtels de tourisme, résidences de tourisme, locations saisonnières (meublés, chambres d'hôtes, mobil homes, ...), village vacances, terrains de camping et terrains de caravanage, autres formes d'hébergement équivalentes.

TARIFS DE LA TAXE DE SEJOUR

Taxe de séjour forfaitaire :

La taxe est perçue du 1^{er} janvier au 31 décembre ; ce tarif inclut la taxe additionnelle de 10 % reversée au Conseil Général.

- ports de plaisance 0,22 €

Taxe de séjour au réel :

La taxe est perçue par personne et par nuitée du 1^{er} janvier au 31 décembre ; ces tarifs incluent la taxe additionnelle de 10 % reversée au Conseil Général.

Ainsi que le permet le CGCT, il est établi pour l'ensemble des hébergements non classés mais labellisés, une correspondance entre le nombre d'unités des labels (épi, clé, fleurs de soleil, cheminée, ...) dont ils bénéficient et le nombre d'étoiles des classements.

- hôtels de tourisme, résidence et meublés 4 et 5 étoiles 1,65 €

- hôtels de tourisme, résidence et meublés 3 étoiles 1,10 €

- hôtels de tourisme, résidence et meublés 2 étoiles 0,99 €

- hôtels de tourisme, résidence et meublés 1 étoile 0,83 €

- hôtels de tourisme classés sans étoiles, 0,44 €

- village vacances, auberge de Jeunesse 0,44 €

- terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes 0,60 €

- terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, 0,22 €

- hébergements non classés et non labellisés **0,99 €***

* le tarif applicable aux établissements non classés est assimilé à celui des établissements classés 2 étoiles; ce tarif a pour objectif d'inciter les hébergeurs à s'inscrire dans la démarche Qualité Tourisme et de solliciter leur classement auprès d'Atout France ou de l'organisme évaluateur de leur choix (pour les meublés).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

FIXE les nouveaux tarifs de la taxe de séjour pour les hébergements situés sur la commune de Sète et applicables au 1^{er} janvier 2013,

DECIDE que les ports de plaisance sont soumis au régime du forfait et que les autres natures d'hébergement sont taxées au réel,.

APPROUVE le règlement annexé à la présente délibération qui fixe le dispositif applicable en matière de collecte et de recouvrement de la taxe de séjour tel que fixé par le Code Général des Collectivités Territoriales.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUET

ANNEXE

REGLEMENT D'APPLICATION DE LA TAXE DE SEJOUR

La taxe de séjour est perçue sur les personnes qui sont hébergées à titre temporaire dans la commune ; elle est payée par chaque visiteur hébergé dans les établissements d'hébergements touristiques.

Elle est calculée par personne et par nuitée pour la taxe au réel, ou forfaitairement, après application d'abattements pour la taxe forfaitaire ; elle est ensuite reversée par les hébergeurs à l'Office de Tourisme.

Les hébergeurs assujettis à la taxe de séjour au réel ont pour obligation d'afficher le tarif de dans leurs établissements et sur la facture remise au client, de tenir un registre avec le nombre de personnes et de jours, le montant de la taxe perçue avec éventuellement les motifs d'exonération et/ou de réduction.

Les hébergeurs assujettis à la taxe de séjour forfaitaire n'ont pas à tenir un registre précis de leur fréquentation.

L'hébergeur taxé au forfait affiche dans le logement et sur le contrat de location que les tarifs de location s'entendent taxe de séjour incluse, dans la mesure où la taxe de séjour au forfait est récupérée par le logeur sur le prix de la location de l'hébergement.

I - TARIFS DE LA TAXE DE SEJOUR ET DELAIS DE VERSEMENT

1. Tarifs de la taxe de séjour au réel

Ainsi que le permet le CGCT, il est établi pour l'ensemble des hébergements non classés mais labellisés, une correspondance entre le nombre d'unités des labels dont ils bénéficient et le nombre d'étoiles des classements.

- hôtels de tourisme, résidence et meublés 4 étoiles	1,65 €
- hôtels de tourisme, résidence et meublés 3 étoiles	1,10 €
- hôtels de tourisme, résidence et meublés 2 étoiles	0,99 €
- hôtels de tourisme, résidence et meublés 1 étoile	0,83 €
- hôtels de tourisme classés sans étoiles,	0,44 €
- village vacances, auberge de Jeunesse	0,44 €
- terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3 et 4 étoiles et tout terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,60 €
- terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes,	0,22 €
- hébergements non classés et non labellisés	0,99 €*

** Le tarif applicable aux établissements non classés est assimilé à celui des établissements classés 2 étoiles afin d'inciter les hébergeurs à s'inscrire dans la démarche Qualité Tourisme et solliciter leur classement auprès d'Atout France ou de l'organisme évaluateur de leur choix (pour les meublés).*

2. Tarif de la taxe de séjour forfaitaire

La taxe de séjour forfaitaire est instituée sur les ports de plaisance situés sur le territoire de la commune. La taxe de séjour forfaitaire est établie sur les logeurs, hôteliers et propriétaires qui hébergent les personnes visées à l'article L. 2333-29 du CGCT, à savoir : les résidents saisonniers qui ne sont pas domiciliés dans la commune ou n'y possèdent pas une résidence pour laquelle ils paieraient la taxe d'habitation.

Elle est assise sur la capacité d'accueil et le nombre de nuitées comprises à la fois dans la période d'ouverture de l'établissement et la période de perception déterminée par le Conseil Municipal.

- ports de plaisance **0,22 €**

L'abattement obligatoire est appliqué en fonction de la durée de la période de mise en location. Les taux des abattements obligatoires sont les suivants :

- De 1 à 60 nuitées **20%**

- De 61 à 105 nuitées **30%**

- A partir de 106 nuitées **40%**

Pour l'application de l'article L. 2333-41 du CGCT, relatif à la taxe de séjour forfaitaire, le nombre d'unités de capacité d'accueil de chaque établissement correspond au nombre de personnes que celui-ci est susceptible d'héberger.

Le montant de la taxe forfaitaire est donc le produit de la capacité d'accueil du port de plaisance (nombre de personnes susceptibles d'être accueillies simultanément) par la période d'ouverture déclarée (nombre de jours de location possibles), puis par le tarif fixé, après déduction de l'abattement obligatoire tel qu'énoncé ci-dessus.

Ainsi, le calcul de la taxe forfaitaire s'établit comme suit : $(CA * NJ * T) - [(CA * NJ * T) * \%]$

3. Délais limite de déclaration et de paiement

La période de perception de la taxe de séjour sur le territoire de la commune de Sète s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

3.1 Les délais limite de déclaration et de paiement de la taxe de séjour au réel sont fixés par trimestre aux dates suivantes :

- 15 avril pour la taxe perçue durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours (1^{er} janvier au 31 mars),
- 15 juillet pour la taxe perçue durant le 2^{ème} trimestre de l'année en cours (1^{er} avril au 30 juin),
- 15 octobre pour la taxe perçue durant le 3^{ème} trimestre de l'année en cours (1^{er} juillet au 30 septembre),
- 15 janvier pour la taxe perçue durant le 4^{ème} trimestre de l'année précédente (1^{er} octobre au 31 décembre).

3.2 L'hébergeur (gestionnaire d'un port de plaisance) soumis à la taxe de séjour forfaitaire établit chaque année avant le 30 avril une déclaration annuelle des unités d'accueil dont il dispose (nombre d'anneaux saisonniers).

Les unités d'accueil correspondent à la capacité d'accueil multipliée par la période d'ouverture de l'établissement.

Pour les ports de plaisance, il s'agit des emplacements ou anneaux-saisonniers loués dans les ports, sans référence à la qualité de l'habacle ni à l'occupation réelle ou supposée du bateau. La location ou l'achat d'un anneau déclenche la taxation.

Les logeurs devront s'acquitter de la taxe de séjour forfaitaire par un unique versement après émission d'un titre de recette par le service comptable de la régie de recettes « taxe de séjour » ; la date limite de paiement est fixée au 31 octobre de la même année.

II – DISPOSITIF LEGAL APPLICABLE

1. Obligations de l'hébergeur

Suivant l'art. R. 2333-46 du C.G.C.T., les tarifs de la taxe de séjour sont affichés chez les logeurs propriétaires ou autres intermédiaires chargés de percevoir la taxe de séjour et tenu à la mairie à la disposition de toute personne qui désire en prendre connaissance.

L'article R. 2333-50 rappelle qu'en application de l'art. L. 2333-37, lorsque les logeurs, hôteliers, propriétaires ou autres intermédiaires reçoivent le montant des loyers qui leur sont dus, ils perçoivent la taxe de séjour sur les assujettis :

- Le nombre de personnes ayant logé dans l'établissement, le nombre de jours passés, le montant de la taxe perçue ainsi que, le cas échéant, les motifs d'exonération ou de réduction de cette taxe sont inscrits sur un état à la date et dans l'ordre des perceptions effectuées.

Suivant l'article R. 2333-51, les personnes qui louent au cours de la période de perception toute ou partie de leur habitation personnelle, en font la déclaration à la mairie dans les quinze jours qui suivent le début de la location. La déclaration est rédigée en double exemplaire. La date de réception à la mairie est portée sur l'exemplaire restitué du déclarant.

2. Versement de la taxe de séjour

Une Régie de Recettes chargée de la taxe de séjour a été instituée par la commune suite à l'arrêté du maire du 6 avril 2005. Elle est installée à l'Office de Tourisme et le régisseur est chargé de réceptionner les déclarations ainsi que les versements de la taxe de séjour sous le contrôle du comptable public.

Suivant l'article R. 2333-53, le produit de la taxe est versé au receveur municipal (Régisseur de Recettes Taxe de Séjour) aux dates fixées par délibération du conseil municipal.

Le paiement peut se faire par chèque, à l'ordre du Trésor Public, ou en ligne, par carte bancaire ou par prélèvement automatique, pour les professionnels.

A cette occasion, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou autres intermédiaires qui ont perçu la taxe de séjour doivent produire une déclaration indiquant le montant total de la taxe perçue. Cette déclaration peut être réalisée sur format papier suivant un formulaire fourni par la Régie de Recettes ou en ligne après avoir obtenu préalablement un identifiant et un mot de passe.

Le comptable (régisseur de recettes) procède à l'encaissement de la taxe et en donne quittance.

3. Réductions et exonérations

3.1 Taxe de séjour forfaitaire

Sont exonérés de plein droit de la taxe de séjour forfaitaire :

- les résidents de la commune assujettis à la taxe d'habitation,
- les établissements exploités depuis moins de deux ans ; la date retenue est celle du début d'exploitation et non celle d'une éventuelle reprise de gestion.

En outre, le redevable de la taxe de séjour forfaitaire étant le gestionnaire du port de plaisance et non le vacancier, aucune des exonérations prévues pour la taxe de séjour n'est donc applicable.

3.2 Taxe de séjour au réel

Les réductions

Les membres de famille nombreuse porteurs de la carte d'identité délivrée en vertu du décret du 1er décembre 1980 bénéficient des mêmes réductions que celles prévues par le décret sur les tarifs SNCF.

Ces réductions sont les suivantes :

- 30% pour les familles comprenant 3 enfants de moins de 18 ans,
- 40% pour les familles comprenant 4 enfants de moins de 18 ans,
- 50% pour les familles comprenant 5 enfants de moins de 18 ans,
- 75% pour les familles comprenant 6 enfants et plus de moins de 18 ans.

Les exonérations

- Les bénéficiaires de l'aide sociale.
- Les mutilés, blessés et malades par suite de faits de guerre.
- Les personnes exclusivement attachées aux malades.
- Les personnes qui, par leur travail ou leur profession participent au fonctionnement et au développement de la « station ».
- Les fonctionnaires et agents de l'Etat appelés temporairement dans la « station » pour l'exercice de leurs fonctions.
- Les colonies de vacances
- Les enfants de moins de 13 ans
- Toute personne handicapée titulaire de la carte d'invalidité

4. Respect des délais et contrôle des déclarations

En application de l'article L.2333-39, le maire et les agents commissionnés par lui procèdent à la vérification de l'état dont la tenue est prévue par le deuxième alinéa de l'art. R.2333-53. A cette fin, ils peuvent demander aux logeurs et hôteliers la communication des pièces et documents comptables s'y rapportant.

Suivant l'art. R. 2333-57, tout retard dans le versement du produit de la taxe donne lieu à l'application d'un intérêt de retard égal à 0,75 % par mois de retard. Cette indemnité de retard donne lieu à l'émission d'un titre de recettes adressé par le maire au Trésorier Municipal. En cas de non-paiement, les poursuites sont effectuées comme en matière de contribution directe.

Sur la base de l'art. R. 2333-58, sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 2^{ème} classe tout logeur qui n'aura pas perçu la taxe de séjour sur un assujetti ou qui n'aura pas respecté l'une des prescriptions relatives à la tenue de l'état définie aux 2^{ème} alinéa de l'art. R.2333-50.

Sera puni des mêmes peines, toute personne qui n'aura pas fait dans les délais la déclaration exigée du loueur.

Sera puni des peines d'amende prévues pour les contraventions de 3^{ème} classe tout logeur qui n'aura pas, dans les délais, déposé la déclaration prévue au deuxième alinéa de l'article R 2333-53 ou qui aura établi une déclaration inexacte ou incomplète.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-251

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012

TOURISME

Objet : CASINO DE SETE - CAHIER DES CHARGES POUR L'EXPLOITATION DES JEUX
PAR LA SA SETE LOISIRS - AVENANT N° 15 - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille douze et le 13 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Moussa NAIM donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Delphine LE SAUSSE donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Michel GAILHARD

Etaient absentes : Pierrette ROUCOULET, Marion DEVINEAU

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Francis HERNANDEZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Le cahier des charges du 05 octobre 1993 pour l'exploitation des jeux au Casino de Sète pour la période du 1^{er} novembre 1993 au 31 octobre 2011 prévoit dans son article 4 que les recettes supplémentaires inscrites au compte 471 « Prélèvement à employer » servent à financer des projets qui doivent être adoptés par avenant.

Il s'agit des recettes perçues du 1^{er} novembre au 31 octobre et qui, pour la période 2010-2011 s'élèvent à 35 175 €.

Ainsi que le prévoit le cahier des charges et notamment l'avenant n°1 du 26 septembre 2002, cette somme sera utilisée en totalité par la Commune et sera affectée aux travaux de mise en conformité des locaux abritant l'Office de Tourisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTÉ l'avenant n° 15 au cahier des charges pour l'exploitation des jeux du casino de Sète, annexé à la présente,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à le signer ainsi que tout document s'y rapportant,

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu.

Nature : 1388
Fonction : 91
Service : MADOPB

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Olivier MARGOUE